

Dualisme : transparence fiscale accrue et maintien de la sphère privée

Travail de Bachelor réalisé en vue de l'obtention du Bachelor HES

par :

Marine PATRY

Conseiller au travail de Bachelor :

Christophe ZUCHUAT, Directeur BSI

Genève, 31 mai 2016

Haute École de Gestion de Genève (HEG-GE)

Filière Economie d'Entreprise, Banque et Finance

Déclaration

Ce travail de Bachelor est réalisé dans le cadre de l'examen final de la Haute école de gestion de Genève, en vue de l'obtention du titre de Bachelor of Science en économie d'entreprise, orientation banque et finance.

L'étudiant a envoyé ce document par email à l'adresse d'analyse remise par son conseiller au travail de Bachelor pour analyse par le logiciel de détection de plagiat URKUND.
<http://www.orkund.com/fr/student/392-orkund-faq>

L'étudiant accepte, le cas échéant, la clause de confidentialité. L'utilisation des conclusions et recommandations formulées dans le travail de Bachelor, sans préjuger de leur valeur, n'engage ni la responsabilité de l'auteur, ni celle du conseiller au travail de Bachelor, du juré et de la HEG.

« J'atteste avoir réalisé seule le présent travail, sans avoir utilisé des sources autres que celles citées dans la bibliographie. »

Fait à Genève, le 31 mai 2016

Marine Patry

.....

Remerciements

Je tiens à remercier les professeurs de l'orientation Banque et Finance de la Haute Ecole de Gestion, qui m'ont tous de manière directe ou indirecte inspirés pour le sujet et la rédaction de mon travail.

Je remercie également mon conseiller, M. Zuchuat, pour ses recommandations et ses conseils au sujet de la méthode de travail.

Enfin, je remercie mes amis et mes proches qui m'ont soutenue pendant cette période de rédaction.

Résumé

Dans ce travail, je me suis penchée sur un sujet d'actualité qui touche la Suisse et un de ses secrets les mieux gardé disait-on ; le secret bancaire. Depuis des siècles, la Suisse a mis en place un système bancaire régit par des pratiques et coutumes, puis par des lois qui ont permis la non-divulgaration des détenteurs et ayants droit économiques des comptes bancaires. Depuis toujours celui-ci a été contesté et critiqué par les pays étrangers mais il a su garder sa place et son importance au sein de la politique et législation suisse jusqu'à récemment. En effet, ces dernières années ont été synonyme de crise économique sans précédent et les places financières internationales ont du remettre en question leurs méthodes de contrôles fiscaux. La crise financière de 2008 a eu un impact sur l'économie mondiale ainsi que sur la politique et la légalisation suisse des marchés financiers. Les banques doivent désormais coopérer avec les Etats étrangers suite aux accords signés par le Conseil Fédéral, affaiblissant ainsi le secret bancaire. La sphère privée est-elle donc toujours intouchable en Suisse?

Ce travail est structuré en trois parties ; du passé au présent, du présent au futur proche et le futur lointain. Dans la première partie, j'aborderai les notions de base entourant le secret bancaire et comment nous sommes arrivés aujourd'hui à le remettre en question. Dans la seconde partie, j'analyserai les impacts pour les banques et les clients dans un futurproche. Et dans la troisième partie, je souhaiterai mettre en avant les conséquences sur le long terme qui découleront de ces nouvelles réglementations. Je finirai par une conclusion qui reprendra les thèmes abordés tout au long de mon travail.

Table des matières

| | |
|--|------------|
| Dualisme : transparence fiscale accrue et maintien de la sphère privée | 1 |
| Déclaration..... | i |
| Remerciements..... | ii |
| Résumé | iii |
| Table des matières | iv |
| Liste des figures..... | vi |
| 1. Introduction : Du passé au présent..... | 1 |
| 1.1 La banque privée : Définition..... | 1 |
| 1.2 Le secret bancaire suisse | 1 |
| 1.2.1 L'histoire du secret bancaire | 1 |
| 1.2.2 Pourquoi la Suisse ? | 5 |
| 1.2.3 Avantages et inconvénients du secret bancaire | 5 |
| 1.2.4 Crise financière de 2008, le déclencheur ? | 9 |
| 2. Du présent au futur proche..... | 12 |
| 2.1 Les nouvelles réglementations..... | 12 |
| 2.1.1 Cadre réglementaire des banques suisses | 12 |
| 2.1.2 Les organes de surveillances | 14 |
| 2.2 Les étapes pour arriver à un échange automatique d'informations | 16 |
| 2.2.1 Les Etats Unis et l'accord FATCA..... | 16 |
| 2.2.2 RUBIK, EAR, la France et le GAFI..... | 16 |
| 2.2.3 Les cinq fronts fiscaux | 18 |
| 2.2.4 L'OCDE | 18 |
| 2.3 La gestion du changement | 19 |
| 2.3.1 Par les Etats | 19 |
| 2.3.2 Par les banques..... | 20 |
| 2.3.3 Par les clients des banques | 21 |

| | |
|---|-----------|
| 2.4 Les conséquences pratiques..... | 22 |
| 2.4.1 La Suisse..... | 22 |
| 2.4.2 Les banques en Suisse | 23 |
| 2.4.3 Les sujets fiscaux | 26 |
| 2.5 Constat de la presse actuelle..... | 27 |
| 3. Le futur lointain..... | 28 |
| 3.1 Analyse SWOT du système financier suisse | 29 |
| 3.2 Un changement culturel | 30 |
| 3.3 Un changement organisationnel | 30 |
| 3.3.1 Un test pour la gestion de fortune en Suisse | 31 |
| 3.3.2 La gestion de fortune à l'étranger ? La solution <i>Onshore</i> | 33 |
| 3.4 Stratégies d'optimisation fiscale | 34 |
| 3.5 Autres alternatives | 36 |
| 3.5.1 Les sociétés <i>offshore</i> | 36 |
| 3.5.2 Les coffres dans les banques suisses | 37 |
| 3.5.3 Imposition d'après la dépense | 38 |
| 3.6 Est-ce la fin du secret bancaire ? | 38 |
| 3.7 La sphère privée a-t-elle toujours sa place ?..... | 39 |
| 3.8 Existe-t-il un compromis entre la transparence fiscale et le maintien de la sphère privée ?..... | 41 |
| 4. Conclusion et suggestions | 44 |
| Bibliographie | 46 |

Liste des figures

| | |
|--|----|
| Figure 1 : Evolution des actifs sous gestion en Suisse..... | 3 |
| Figure 2 : Article 47 Loi sur les banques | 4 |
| Figure 3 : Les banques suisses dans le monde | 15 |
| Figure 4 : Liste des pays ayant signé l'accord sur l'échange automatique de renseignements | 17 |
| Figure 5 : Liste de l'OCDE | 18 |
| Figure 6 : Principaux partenaires commerciaux en 2014..... | 20 |
| Figure 7 : Clarity on performance Swiss Private Banks..... | 32 |
| Figure 8 : Nombre de banques en Suisse | 33 |
| Figure 9 : Imposition des personnes physiques | 35 |
| Figure 10 : Transparency International Map..... | 40 |

1. Introduction : Du passé au présent

Afin de comprendre le secret bancaire suisse et ses implications, je me suis penchée sur son histoire et ses fondements pour découler sur les enjeux et les raisons qui ont poussé la Suisse à souhaiter le maintenir. Sujet d'actualité aujourd'hui, le secret bancaire a été la cible de nombreuses critiques ces dernières années, critiques qui se sont amplifiées jusqu'à la modification de certaines législations suisses comme nous le verrons dans le travail.

1.1 La banque privée : Définition¹

Pour comprendre la notion de banque privée, il faut revenir des siècles en arrière à l'époque de la Grèce Antique où pour la première fois les opérations de change voient le jour avec comme monnaie d'échange la Lydie. Plus tard au Moyen-Âge on assiste à un échange récurrent entre les riches fortunés et les commerçants pour les foires. C'est de là qu'est née la notion de besoin en financement et la prise de conscience que des intermédiaires financiers devaient peut-être voir le jour.

La lettre de change, l'ancêtre du billet de banque :

La lettre de change est un papier valeur qui permettait aux commerçants de garantir une certaine somme auprès de riches propriétaires. Au fil du temps, ces riches propriétaires se spécialisèrent dans le financement pour finalement devenir des banques privées au sens du terme que l'on utilise aujourd'hui. L'utilité des banques a donc depuis des siècles été justifiée par les besoins des civilisations d'effectuer des échanges, sans que le sens institutionnel d'une banque n'ait été utilisé.

1.2 Le secret bancaire suisse

1.2.1 L'histoire du secret bancaire

Un devoir de discrétion avant tout

Le secret bancaire suisse est avant tout un devoir de discrétion qui s'est réglementé au fil du temps. Son histoire débute au XVII^{ème} siècle lorsque le Roi de France Louis XIV se trouva dans une situation délicate; après avoir fait fuir les protestants de son pays pour des raisons religieuses, ceux-ci trouvèrent refuge en Suisse, pays limitrophe. Dépendant financièrement des protestants avant de les bannir de son royaume, le Roi se retrouva

¹ Cours banque privée, Christophe Zuchuat

dans une situation délicate n'ayant plus assez d'argent pour financer le quotidien de sa monarchie. Il eut donc besoin de rétablir ses relations avec les protestants réfugiés en Suisse. D'un accord commun entre les deux parties, il fut rapidement conclu que la discrétion des banquiers suisses, et donc des protestants, devait être imposée. Le Grand Conseil Genevois décréta formellement en 1713 que les banquiers devaient « *Tenir un registre de leur clientèle et de leurs opérations, mais il leur est interdit de divulguer ces informations à quiconque autre que le client concerné, sauf accord exprès du Conseil de la Ville* »².

Par la suite, avec les révolutions industrielles et les guerres mondiales, le devoir de discrétion a été entretenu par riches familles qui souhaitaient mettre en sécurité leur argent et les banquiers qui souhaitaient protéger la sphère privée de ces clients.

Ce devoir de discrétion était à cette époque protégé par deux textes ;

- le Code d'obligation, qui mettait en avant le « devoir de discrétion des contractants »³ (Article 41 et suivant du Code des obligations)
- le Code civil qui s'orientait plus sur la protection de la sphère privée. (Article 28 Code Civile)⁴

A qui profitait ce devoir de discrétion ?

Ce devoir de discrétion profitait non seulement aux banquiers suisses en attirant de nombreux capitaux sur lesquels ils touchaient des commissions, mais profitait également aux clients qui pouvaient mettre leur argent en sécurité et échapper aux contrôles fiscaux de leur pays. A noter qu'à l'époque, il n'était pas seulement question d'échapper au fisc mais également de protéger la sphère privée, en particulier pendant les guerres mondiales lorsque les répressions contre certaines populations furent violentes.

Le tableau ci-dessous nous montre l'évolution des actifs sous gestion placés en Suisse entre 1910 et 1960, période difficile en Europe due aux guerres mondiales. On remarque une nette augmentation de plus de 700% durant ces années.

² RFI, Piotr Moszynski, *La longue histoire du secret bancaire*

³ *Revue économique et sociale 2002*

⁴ *Revue économique et sociale 2002*

Figure 1 : Evolution des actifs sous gestion en Suisse

Table 16.1 *Changes in the numbers of banks, bank offices and total assets and liabilities, Switzerland, 1910-1960*

| | 1910 | 1920 | 1930 | 1940 | 1950 | 1960 |
|---|------|------|------|-------|-------|-------|
| Banks | 449 | 378 | 362 | 335 | 325 | 319 |
| Bank offices | | | | 1,051 | 1,311 | 1,519 |
| Total assets (billion Sw. francs) | 7.9 | 13.5 | 21.2 | 17.2 | 25.8 | 50.8 |
| Total assets/bank (billion Sw. francs) | 18 | 36 | 60 | 51 | 79 | 159 |

Source : *Statistisches Jahrbuch der Schweiz*, 1910ff.

Google ibook : Youssef Cassis, Finance and Financiers in European History 1880-1960

La protection du secret bancaire

Jusqu'en 1929, le secret bancaire fut protégé par les dispositions du Code civil, du Code des obligations et complété par la jurisprudence au cas par cas, mais après le krach boursier de 1929, les mouvements d'extrême gauche en Europe ont poussé les autorités suisses à renforcer le cadre juridique de ce dernier, en instaurant des sanctions pénales à tout banquier qui oserait le briser. Durant ces années, les marchés européens furent victimes d'une crise financière notamment due aux instabilités politiques des pays et à la guerre. Les pays cherchant à se financer, ceux-ci ont notamment augmenté leurs impôts, poussant indirectement les fortunés à cacher leur argent et créant un afflux de capitaux vers la Suisse qui petit à petit devint une place financière importante. En effet, au début des années 1900, la France avait notamment augmenté son impôt sur les successions puis introduit un impôt sur les revenus en 1914⁵.

Impôt sur les successions en France :

Après la révolution Française : 1% en ligne directe

Fin du 19^{ème} siècle : 2.5% en ligne directe

1920 : 40% en ligne directe⁶

La seconde guerre mondiale n'améliora pas l'entente en matière fiscale entre la Suisse et l'Europe. En effet, Hitler alors au pouvoir en Allemagne, souhaitait connaître les comptes cachés de ses citoyens et les menaçait toute fraude fiscale de peine de mort. La France quant à elle cherchait également à détourner le secret bancaire suisse afin d'obtenir des informations sur des citoyens français.

⁵ IPP, 1914-2014 : cent ans d'impôt sur le revenu

⁶ Wikirouge, Droits de succession

Ce fut une époque cruciale pour la Suisse, elle dû se positionner face à ces puissances mondiales et trouver des bases légales autour du secret bancaire pour faire face aux pressions internationales.

En 1934, la chambre fédérale adopta une nouvelle loi sur les banques et les caisses d'épargne (LFB) aujourd'hui connue sous le nom de Loi sur les Banques et les caisses d'épargnes (LB) qui marqua un tournant dans l'histoire du secret bancaire suisse. Cette nouvelle loi dédie un article entier au secret bancaire suisse, l'article 47 LB en figure ci-dessous, qui a subi des modifications depuis 1934. Le secret bancaire suisse ne relevait donc plus seulement du droit civil ou du droit des obligations mais également du droit pénal.

Figure 2 : Article 47 Loi sur les banques

- Art. 47¹

¹ Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:

- a. en sa qualité d'organe, d'employé, de mandataire ou de liquidateur d'une banque, ou encore d'organe ou d'employé d'une société d'audit, révèle un secret à lui confié ou dont il a eu connaissance en raison de sa charge ou de son emploi;
- b. incite autrui à violer le secret professionnel;
- c.² révèle un secret qui lui a été confié au sens de la let. a ou exploite ce secret à son profit ou au profit d'un tiers.

^{1bis} Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui obtient pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en agissant selon l'al. 1, let. a ou c.³

² Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

³ ...⁴

⁴ La violation du secret professionnel demeure punissable alors même que la charge, l'emploi ou l'exercice de la profession a pris fin.

⁵ Les dispositions de la législation fédérale et cantonale sur l'obligation de renseigner l'autorité et de témoigner en justice sont réservées.

⁶ La poursuite et le jugement des infractions réprimées par la présente disposition incombent aux cantons. Les dispositions générales du code pénal⁵ sont applicables.

¹ Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

² Introduite selon le ch. I 2 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la

Article 47, loi sur les banques et les caisses d'épargne

A noter que le droit sanctionne le non respect du secret bancaire qu'il soit intentionnel (art .47 al 1 LB) ou par négligence (art. 47 al 2 LB). Cette distinction faite par le droit suisse est particulière, car elle souligne son importance dans la culture suisse. A titre de comparaison, en France par exemple, le secret professionnel est punissable uniquement lorsqu'il est intentionnel (sanctionné par le code monétaire et financier et le code pénal français)⁷

1.2.2 Pourquoi la Suisse ?

Depuis la mise en place de la réglementation protégeant le secret bancaire, la Suisse pu consolider sa position de pays attractif pour les fortunes étrangères, au détriment d'autres pays tels que les Etats-Unis et l'Europe. C'est notamment depuis les années 30 que l'afflux de capitaux est arrivé massivement en Suisse (référence : Figure 1) jusqu'à faire de cette dernière le *leader* mondial en gestion de fortune se hissant au statut de plaque tournante des capitaux internationaux. La Suisse a également su se démarquer pour d'autres raisons que son secret bancaire ; une situation géographique centrale, ce qui à l'époque où les transports n'étaient pas aussi développés était un réel avantage pour les banquiers, une situation politique neutre, stable et une corruption quasi-inexistante, un système démocratique et une séparation des trois pouvoirs distincte, ainsi qu'une monnaie forte et stable.

1.2.3 Avantages et inconvénients du secret bancaire

On l'a vu aux points précédents, le secret bancaire est né du devoir de discrétion lui-même demandé par le Roi de France au 18^{ème} siècle. Il a évolué au cours du temps pour finalement faire partie des lois suisses. Bien qu'il soit montré du doigt de nos jours, son usage fût justifié dès son instauration par le souhait de maintenir la sphère privée. Mais dans quelle mesure pouvons-nous trancher sur les avantages ou inconvénients de celui-ci ? Il me semble que c'est un point à nuancer, car il profite à plusieurs acteurs mais on ne peut pas le définir comme avantageux ou désavantageux pour toutes les parties et ni dans sa globalité. Pour se faire un avis à ce sujet, j'ai analysé le point de vu des parties prenantes.

⁷ Livre : *Le secret bancaire : approche nationale et internationale*

Le secret bancaire pour la Suisse :

Depuis des siècles maintenant, le secret bancaire a permis à la Suisse de se faire une place sur les marchés financiers internationaux et ainsi de devenir l'un des marchés les plus importants en gestion de fortune. Nous savons également que la Suisse est un pays neutre, qui cherche à maintenir une position influente et une réputation fiable d'un point de vue international. On peut donc se poser la question suivante : Est-ce que le secret bancaire est un gage de neutralité ? « Cela dépend » comme dirait un banquier suisse. Le secret bancaire a certes aidé au maintien de la sphère privée, mais il a probablement permis à plusieurs dictateurs, ainsi qu'à certaines organisations criminelles de cacher des fonds, ce qui pourrait remettre en question la neutralité de la Suisse et donc son entente globales avec d'autres pays. L'avantage prépondérant du secret bancaire pour la Suisse est un avantage concurrentiel. En effet, bien qu'il a créé des discordes avec les pays étrangers depuis sa mise en place, il a notamment permis à l'économie suisse de se développer en créant une dynamique au sein des places financières. Cet avantage concurrentiel demeure pour autant que la loi le protège. Cette condition est non-négligeable car sans la protection légale, le secret bancaire serait contournable.

Il faut également souligner que la Suisse est, géographiquement, un petit pays, et donc qu'elle a réussi à tirer son « épingle du jeu » notamment grâce au secret bancaire durant le 19^{ème} siècle. Celui-ci ayant résisté jusqu'à la mondialisation des marchés car suite à la collaboration des pays en matière de finance et de fiscalité à travers diverses normes internationales telles que celles de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (ci-après : « OCDE ») ou celles du Groupe d'Action Financière (ci-après : « GAFI »), il est devenu difficile pour la Suisse de protéger et de le garder comme un avantage concurrentiel. Le secret bancaire est donc un avantage pour la Suisse, pour autant qu'il n'entache pas les relations avec les pays étrangers.

Le secret bancaire et les clients des banques :

Le secret bancaire a permis à de nombreux fortunés de mettre leurs fonds en lieu sûr et ainsi d'échapper à diverses accusations allant jusqu'à la peine de mort comme nous l'avons vu précédemment. Outre cet avantage, il permet à des familles habitant dans des pays à risques de ne pas être mis en danger en gardant l'anonymat dans leur pays ; c'est notamment le cas pour des personnes provenant d'Amérique du sud d'Afrique ou d'Asie, selon l'indice de corruption de l'agence *Transparency International* (Figure 6). C'est donc un avantage pour les clients qui peuvent maintenir une sphère strictement confidentielle et privée, tant que la loi suisse les protège. Dans certains pays corrompus même une

demande provenant de l'Etat pourrait nuire à la sécurité personnelle des clients. Le but premier et légitime pour la Suisse était donc de protéger la sphère privée.

Outre la protection de la sphère privée, le secret bancaire a un autre avantage moins légitime par contre ; celui d'échapper au fisc de son lieu de résidence ou de nationalité. Ce procédé, bien qu'avantageux pour le client de la banque, n'est toutefois pas légal, puisqu'il en découle une fraude ou évasion fiscale et représente un manque à gagner pour les pays « victimes ». De ce fait, tant qu'il est protégé par une réglementation en Suisse, les étrangers sont eux-mêmes protégés de leur fisc. Si toutefois le secret bancaire devait être aboli, les clients se retrouveraient dans une situation difficile puisqu'ils seraient contraints de se réguler dans leurs pays de résidence ou de nationalité, avec ou non un effet rétroactif ou de trouver une autre alternative pour éviter que leur fortune soit imposée dans leur pays de résidence ou de nationalité. C'est une problématique qui se pose actuellement.

Distinction entre les notions de fraude et d'évasion :

Fraude fiscale : « *Celui qui, avec l'intention de soustraire des impôts, fait usage à l'égard de l'autorité fiscale de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, se rend coupable d'un usage de faux (nommé également fraude fiscale).* »⁸

Evasion fiscale selon le Tribunal fédéral le caractérise comme une situation étant : « *insolite, inappropriée ou étrange, en tout cas inadapté au but économique poursuivi* », choisi « *uniquement dans le but d'économiser des impôts qui seraient dus si les rapports de droit étaient aménagés de façon appropriée* » et aboutissant « *à une notable économie d'impôt dans la mesure où il serait accepté par l'autorité fiscale* »⁹

L'évasion fiscale se rapproche de l'optimisation fiscale ; l'usage détourné de certaines failles du système fiscal pour en réduire ses impôts, alors que la fraude fiscale correspond à un usage de faux. Cette distinction était majeure il y a quelques années encore car l'évasion fiscale en Suisse n'avait pas pour conséquence de révoquer le secret bancaire alors que la Fraude oui. Comme nous le verrons plus loin, aujourd'hui cette distinction n'est plus faite par les autorités suisses.

⁸ CSI, Les Dispositions pénales en matière d'impôt direct

⁹ ATF 131 II 627 (635 s.) l'évasion fiscale en droit fiscal interne suisse

Le secret bancaire et les pays étrangers¹⁰ :

Le secret bancaire suisse représente pour les autres pays un réel manque à gagner en termes d'impôts. En effet, protégé par les lois suisses, il était quasi impossible pour un Etat de retracer les comptes de leurs résidents ou nationaux, sauf en cas de fraude fiscale validée par les autorités suisses. Ce fut un réel problème pour certains pays, car durant les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, les banques suisses envoyaient des représentants à l'étranger pour attirer les clients à ouvrir des comptes auprès de leur banque. Ces opérations effectuées entre une entité suisse et un client étranger ont finalement été réglementées après la demande des pays étrangers, qui ont notamment perçu le secret bancaire comme une menace pour l'économie de leur pays. Aujourd'hui on les nomme « opérations de *crossborder* ».

Ces opérations de *crossborder* consistent en une opération ou une communication entre deux parties, qui implique un élément se trouvant à l'étranger. Cela peut être un compte à l'étranger, une personne physique ou morale résidant ou ayant son siège à l'étranger ou également un étranger vivant en Suisse. Il est également interdit de faire toute forme de publicité de fond ou les démarches dans un but de signature de contrat. La gestion de fortune d'un compte pour un client étranger reste légale si la démarche provient du client lui-même et que celui-ci déclare ses avoirs dans son pays d'origine¹¹.

Suite à diverses plaintes de certains pays, en Europe et aux USA notamment, mais également avec l'appui de l'OCDE les opérations avec les étrangers ont été de plus en plus régulées. On a notamment assisté à une interdiction totale de démarcher des clients étrangers pour les faire venir en Suisse. Il faut donc de nos jours que le client se rende spontanément en Suisse et montre sa volonté propre d'ouvrir un compte pour que la procédure soit légale.

Outre ces opérations, les banques suisses doivent notamment renseigner beaucoup d'informations sur la provenance des fonds déposés auprès de leurs établissements, ce qui n'était pas le cas auparavant. En effet, le secret bancaire a attiré de nombreuses fortunes et les banques n'étaient pas très vigilantes sur la provenance de cet argent. Or, recevoir des fonds d'origine criminelle constitue une forme de blanchiment d'argent prohibée par la législation suisse, respectivement par l'article 305bis du Code pénal. Ce

¹⁰ Cours de Compliance : Rachel Winiker et Cours de Droit Bancaire : Juan Carlos Landrove

¹¹ Cours de Compliance : Rachel Winiker

qui fut très mal perçu par les pays étrangers qui poussèrent ainsi les banques suisses à lutter contre le blanchiment d'argent.

Le secret bancaire dans sa globalité :

On peut donc conclure qu'il y a des avantages et inconvénients qui entourent le secret bancaire et qu'il est difficile de trancher globalement face à cette question. Le secret bancaire étant justifié par des raisons légitimes telles que le maintien de la sphère privée jusqu'à des fins illégales comme la fraude fiscale. Une chose certaine pour la Suisse est qu'elle doit constamment s'adapter à son environnement économique. Elle l'a prouvé au fur et à mesure du temps par sa volonté de le maintenir afin de préserver la sphère privée tout en encadrant de lois pour réguler le secret bancaire, lutter contre le blanchiment d'argent ou les opérations de *crossborder* non tolérées.

1.2.4 Crise financière de 2008, le déclencheur ?

Depuis 1934, le secret bancaire n'a cessé d'être pointé du doigt par les pays étrangers et l'OCDE. La Suisse a tenté de maintenir le secret bancaire, tout en consolidant les lois autour de celui-ci pour apporter du soutien aux pays étrangers et à l'OCDE ; loi sur le blanchiment d'argent, opérations de *crossborder*. Mais depuis une vingtaine d'années, notamment avec la montée en puissance des opérations internationales la pression sur la législation suisse s'est amplifiée

Chronologie¹² :

1996, Lyon : Le G7 réuni la France, le Canada, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis et discutent ensemble du problème de la fraude fiscale sur un plan international, appuyant ainsi le point de vue de l'OCDE qui jusqu'à présent était seul à chercher des moyens pour lutter contre la fraude fiscale.

Juin 2008 : Un banquier suisse, Bradley Birkenfeld (travaillant pour UBS) reconnaît sous la pression des Etats Unis avoir aidé des citoyens américains à frauder le fisc. L'autorité fiscale américaine, l'IRS, ouvre donc une procédure contre la banque suisse UBS afin d'identifier les personnes visées par la fraude et le montant de celle-ci.

2008 : Une crise financière sans précédent frappe l'économie mondiale. Cette crise est notamment survenue à la suite d'une mauvaise gestion des crédits hypothécaires aux Etats Unis. Cette crise provient de prêts hypothécaires garantis par des maisons déjà

¹² Union des Intérêts de la place financière lémanique, UIPF

hypothéquées, créant ainsi un effet levier de la dette très important. Rajoutant à cela une augmentation des taux d'intérêts USA et donc une augmentation de la dette hypothécaire des ménages, ces facteurs ont conduit à un endettement global de la population et des crédits hypothécaires non-remboursables. Etant donné que ces titres avaient été négociés entre les banques et eux-mêmes renchériss, cette crise finit par toucher les places financières mondiales et devient donc une crise financière sans précédent.

Février 2009 : UBS signe un accord avec les Etats-Unis et accepte de livrer 250 noms de clients et de s'acquitter d'une amende auprès du fisc américain de 780 millions de dollars. Les enquêtes contre les succursales d'UBS aux Etats-Unis sont abandonnées en contrepartie.

Mars 2009 : Le président de la Confédération, Hans-Rudolf Merz, annonce que la Suisse appliquera les standards de l'OCDE relatifs à l'assistance administrative en matière fiscale. Cette décision eut des conséquences d'éliminer la différence entre la fraude fiscale et l'évasion fiscale qui était jusqu'ici claire et distincte pour la Suisse et servait de base à la protection le secret bancaire¹³.

Mars/avril 2009, Londres : Le G20 prend des mesures afin de lutter contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et l'évasion fiscale. Il invite notamment les acteurs internationaux à faire pression sur la fiscalité de certains pays, dont la Suisse. Le Premier ministre britannique déclare que « l'ère du secret bancaire est révolue ».

Avril 2009 : Le forum mondial de l'OCDE publie la liste des pays qui ne respectent pas les standards internationaux en matière fiscale. La Suisse apparaît sur la liste grise, elle se trouve donc dans le collimateur de l'OCDE.

Février 2010 : Les Etats Unis décident d'aller plus loin dans leurs démarches de régularisation fiscale et cibles d'autres banques suisses telles que Crédit Suisse et HSBC (Suisse).

Avril 2013¹⁴ : Le Conseil Fédéral entre en discussion sur l'échange automatique de renseignement, en demandant certaines conditions pour l'appliquer.

Novembre 2014¹⁵ : Le Suisse signe la convention multilatérale

¹³ Lire point 1.2.3, *Distinction entre la Fraude fiscale et l'évasion fiscale*

¹⁴ *Cours de Compliance : Rachel Winiker*

¹⁵ *Cours de compliance : Rachel Winiker*

Les conséquences de la crise

La Suisse a donc pu résister jusqu'en 2009 aux diverses pressions car celles-ci se limitaient au cadre de l'OCDE, mais le problème semble s'être globalisé dans les années 2000 et la Suisse s'est vue pointée du doigt par d'autres organisations telles que le G8, le G20, l'organisation de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent ainsi que le GAFI. Elle n'a donc pas pu résister aux multiples pressions qui lui ont été faites durant ces années et s'est vue contrainte de revoir ses textes en signant l'échange automatique de renseignement avec plusieurs pays et en éliminant la distinction entre l'évasion fiscale et la fraude fiscale.

Il faut garder en tête que le secret bancaire est certes régi par des lois suisses, mais que le facteur humain est présent. La chute du secret bancaire fut notamment déclenchée par la divulgation d'informations d'un banquier suisse travaillant pour UBS, Bradley Birkenfeld sous la pression d'une autorité étrangère : *Internal Revenue Service* (ci-après : « IRS »), le fisc américain. En brisant le secret bancaire, il a ainsi donné au fisc américain de quoi condamner UBS et remettre en cause le système bancaire dans son ensemble. Pour une banque, exercer aux USA est primordiale, hors, pour cela il faut une licence bancaire délivrée par les services américains. Le pays peut donc menacer chaque banque qu'il soupçonne de fraude fiscale selon la législation américaine en lui retirant sa licence.

2. Du présent au futur proche

2.1 Les nouvelles réglementations

Depuis la crise financière de 2008, le cadre réglementaire des banques suisses fait l'objet de plusieurs critiques de la part des voisins européens mais également de la part du reste du monde. Comme nous l'avons détaillé au chapitre 1, la chronologie nous montre que la Suisse a dû réagir rapidement face aux pressions étrangères en se mettant en conformité avec les réglementations internationales.

2.1.1 Cadre réglementaire des banques suisses

2.1.1.1 Les bases suisses

Le système suisse est basé sur la séparation des trois pouvoirs, afin d'assurer une indépendance totale et une démocratie réussie¹⁶ ; le Parlement (Pouvoir législatif), le Gouvernement (Pouvoir exécutif), les Tribunaux (Pouvoir judiciaire). Le secret bancaire lui est régi par le droit pénal depuis 1934, avec l'article 47 de la Loi sur les Banques et 43 de la Loi des bourses, qui le protège fermement contre toute intrusion, mais il est également régi par le Code civil, les articles 27 et 28 qui ont pour but de protéger la personnalité et la sphère privée. Article 143 du Code pénal lui s'adresse aux clients des banques et à leurs données personnelles. Depuis 2011, le secret bancaire est également protégé par les articles 163 al. 2 du Code de procédure civile fédérale et 173 al. 3 du Code de procédure pénale fédérale

2.1.1.2 Loi sur les Banques (LB)

Le secret bancaire est protégé par l'article 47 de la Loi sur les Banques (Figure 2), toute information sur un client ne peut être divulguée par la banque, que la personne soit suisse ou étrangère. Toutefois, il existe des réglementations applicables dans certains cas afin que les fiscaux étrangers puissent y avoir accès. Pour le lever, il faut que la demande soit faite par une autorité fiscale ou une autorité de surveillance avec justification fondée et validée par les autorités suisses. L'assistance administrative et entraide judiciaires sont deux moyens pour les pays de collaborer. L'office fédéral de la justice a défini ces deux notions comme suit :

Entraide judiciaire : fait appel au droit international public. « *L'entraide judiciaire internationale en matière pénale comprend toutes les mesures prises par un Etat (Etat requis) sur demande d'un autre Etat (Etat requérant) en vue de soutenir la poursuite et la*

¹⁶ Point 2.1.1.1 basé sur le site de la Confédération Suisse www.admin.ch

répression d'infractions pénales dans l'Etat requérant ». Elle comprend toutes les mesures prises par un Etat (Etat requis) sur demande d'un autre Etat (Etat requérant) en vue de soutenir la poursuite et la répres-sion d'infractions pénales dans l'Etat requérant. Elle est avant tout mise en œuvre par des autorités de poursuite pénale »¹⁷.

L'assistance administrative : *concerne une collaboration entre autorités administratives.* L'assistance administrative entre notamment en vigueur lorsque des états souhaitent échanger des informations pour éviter une double imposition (Convention de double imposition)¹⁸

Dans les deux cas, pour que la demande soit acceptée par les Etats, il est nécessaire que le sujet fiscal ait commis une faute dans les deux pays. Ce sujet fut longuement débattu, car en Suisse la fraude et l'évasion fiscale étaient (avant) deux notions distinctes ; l'une étant considérée comme un crime, la seconde comme un délit. Aujourd'hui, la distinction entre ces deux notions n'existe plus et permet ainsi aux pays étrangers d'entreprendre des enquêtes avec moins de difficultés, c'est donc une faille au secret bancaire qui jusqu'à là avait réussi à se maintenir, un risque pour la sphère privée.

2.1.1.3 La loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme¹⁹

Le blanchiment d'argent est un processus consistant à dissimuler volontairement la source de l'argent ou des biens provenant d'une activité criminelle. La lutte contre le blanchiment d'argent est essentielle car elle permet d'empêcher la corruption et protège l'intégrité des institutions et des systèmes financiers.

En Suisse, l'organisation de la lutte contre le blanchiment d'argent est régit par le cadre réglementaire (approuvé par la communauté internationale) suivant :

- La loi concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (LBA)
- Ordonnance de la FINMA (OBA)
- Convention de diligence des banques (CDB)
- Code pénal (CP)

¹⁷ Office Fédéral de la Justice, OFJ. *L'entraide judiciaire internationale en matière pénale*

¹⁸ Office Fédéral de la Justice, OFJ. *L'entraide judiciaire internationale en matière pénale*

¹⁹ Cours de Compliance : Rachel Winiker

- Listes des sanctions du secrétariat d'état à l'économie (SECO)
- Recommandations du Groupe Actions Financier Internationale (GAFI)
- Index de Transparence Internationale (TI)

2.1.2 Les organes de surveillances

2.1.2.1 La FINMA²⁰

La FINMA est l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers en Suisse et existe « seulement » depuis 2009. La FINMA surveille et régit les marchés financiers suisses, elle s'occupe notamment des autorisations d'exercer pour un bon nombre d'activités financières. C'est une autorité indépendante qui applique les lois suisses pour veiller au bon fonctionnement des marchés. Elle est indépendante sur 3 axes :

1. Indépendance institutionnelle : C'est un établissement de droit public avec sa propre personnalité juridique.
2. Indépendance fonctionnelle : Le parlement ou le gouvernement ne peut pas imposer à la FINMA une quelconque directive quant à sa façon de surveiller les marchés. Seul le droit régit cela. Elle reste toutefois surveillée par la « haute surveillance du Parlement ».
3. Indépendance financière : La FINMA se finance uniquement par les taxes de surveillances et les émoluments, en aucun cas elle perçoit une quelconque recette fiscale.

Sa mission principale est de surveiller que les lois mises en place par le Parlement et le Conseil fédéral soient correctement appliquées à travers ses « activités clefs », notamment : La délivrance d'autorisations, la surveillance des marchés, l'*enforcement*, la réglementation.

2.1.2.2 L'Association Suisse des Banquiers (ASB)²¹

L'association Suisse des Banquiers est « l'association faitière de la place financière suisse », elle a pour objectif de « garantir et promouvoir les conditions-cadres optimales pour la place financière suisse, en Suisse ou à l'étranger ». Elle a été créée en 1912 et compte trois cent banques et plus de dix-huit mille membres individuels.

²⁰ Finma, site officiel www.finma.ch

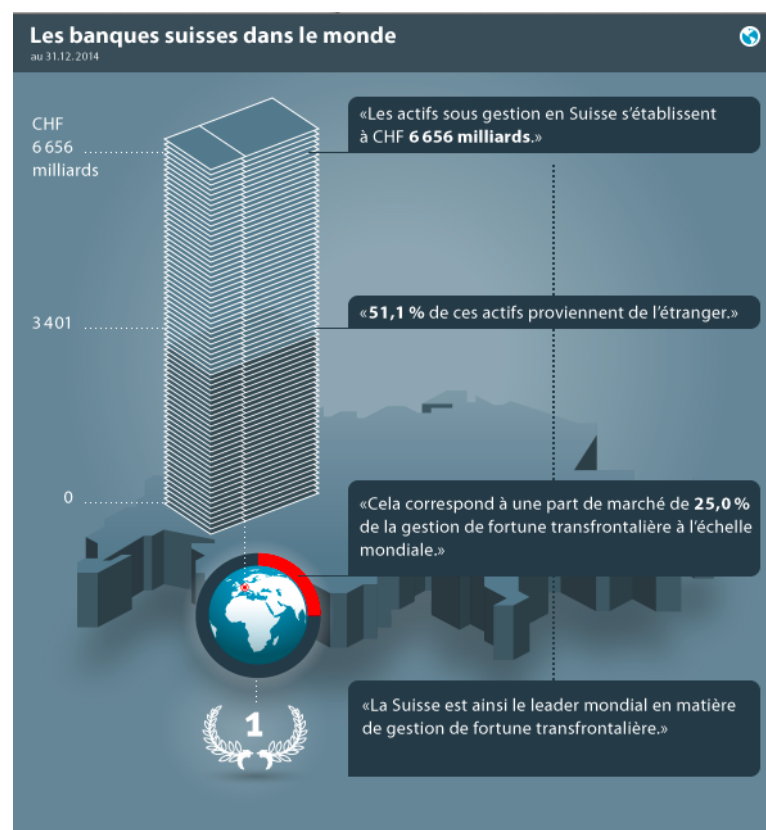
²¹ Association Suisse des banquiers (ASB)

L'ASB a deux objectifs principaux qui sont les suivants : Assurer une sécurité juridique pour les clients, banques et les employés des banques et favoriser la croissance de la place financière ainsi que la création de valeur et d'emploi en Suisse.

L'ASB joue un rôle essentiel dans cette période de transition en veillant à ce que la place financière suisse reste compétitive dans un environnement international. En avril 2013, elle a notamment déclaré qu'elle était prête à discuter de l'échange automatique d'information sous certaines conditions (standard adopté par l'ensemble des Etats membre de l'OCDE et solution pour la rétroactivité de l'échange de renseignements²²), afin de protéger l'intérêt des places financières suisses et de la sphère privée.

On voit ci-dessous que les actifs sous gestion en Suisse sont de 6'656 milliards de CHF dont plus de 51% proviennent de l'étranger. Il est donc primordial pour l'économie suisse de pouvoir garantir aux capitaux étrangers un système attractif, compétitif et stable.

Figure 3 : Les banques suisses dans le monde



Swissbanking : La place financière Suisse

²² Cours de Compliance : Rachel Winiker

2.2 Les étapes pour arriver à un échange automatique d'informations

2.2.1 Les Etats Unis et l'accord FATCA

1^{er} Front fiscal : FATCA « *Foreign Account Tax Compliance Act* », c'est un accord signé entre les Etats Unis et un pays étranger obligeant ce dernier à transmettre les données des comptes détenus par des personnes physiques ou morales soumises à l'impôt aux Etats-Unis. Ce règlement a vu le jour en 2010, sous le mandat du Président Obama qui lutte activement contre l'évasion et la fraude fiscale. C'est un échange unilatéral obligeant tout pays qui le signe à transmettre des données sans en recevoir en échange des Etats Unis. Cet accord découle directement des lois américaine et se définit par son « extraterritorialité du droit fiscal américain ». Les premiers pays ayant signé cet accord ont été les membres du G5 en 2012 ; la France, l'Allemagne, l'Italie, la Bretagne et l'Espagne. La Suisse a signé cet accord en juin 2012 pour une entrée en vigueur deux ans plus tard, le 30 juin 2014.

2.2.2 RUBIK, EAR, la France et le GAFI

En Europe, l'OCDE régit notamment la manière dont les informations sont échangées entre les pays de l'Union européenne. En juillet 2012, l'OCDE adopte l'article 26 OCDE qui fixe un cadre juridique clair et précis sur l'échange automatique d'information. En résumé, la modification de l'article 26 en 2012 a pour conséquence de mettre en œuvre une assistance administrative dans tous les cas relatifs à « un groupe de contribuables » et non plus à des cas particuliers. Cette nuance est cruciale, car elle autorise maintenant les Etats ayant signé cet accord à aller chercher des informations sans que la demande ne soit fondée sur des indices concrets relatifs à une personne en particulier. Chaque Etat membre de l'OCDE a par la suite dû adapter son droit national à cette nouvelle mention. A noter toutefois que l'OCDE prévient d'une double imposition avec des conventions de double imposition.

2^{ème} front fiscal : RUBIK. L'accord Rubik est un accord à travers lequel la Suisse et l'Etat étranger s'engagent à prélever un impôt à la source libératoire à un taux forfaitaire et à le transmettre à l'administration fiscale concernée (du pays étranger). L'accord Rubik a été signé par la Suisse avec l'Autriche et le Royaume Uni, respectivement le 13 avril 2012 et le 24 août 2011 mais refusé par le parlement allemand en décembre 2012. Cet accord portait de grands espoirs en lui, car le prélèvement de l'impôt est fait de manière anonyme et préservait ainsi le secret bancaire suisse. Mais notons qu'une fois que l'Allemagne

refusa ce dernier, il fut clair qu'aucun autre pays ne le signerait. Il fut donc abandonné et limité à l'Autriche et le Royaume Uni.

3^{ème} front fiscal : L'Echange Automatique de Renseignement. C'est une norme internationale qui permet de lutter contre l'évasion fiscale. Cet accord a été signé par plus de cent pays dans le monde, dont la Suisse avec plusieurs pays (voir figure 4 ci-dessous). C'est un échange bilatéral effectué entre deux pays qui sont d'accord de collaborer automatiquement en matière de fiscalité.

Figure 4 : Liste des pays ayant signé l'accord sur l'échange automatique de renseignements

| Etats | Signature | Etat au parlement* | En vigueur |
|--------------|------------------------------|--------------------------|------------|
| Australie | 03.03.2015 🔗 | 15.076 🔗 | |
| Canada | 05.02.2016 🔗 | | |
| Corée du Sud | 19.02.2016 🔗 | | |
| Guernesey | 20.01.2016 🔗 | | |
| Ile de Man | 20.01.2016 🔗 | | |
| Islande | 20.01.2016 🔗 | | |
| Japon | 29.01.2016 🔗 | | |
| Jersey | 20.01.2016 🔗 | | |
| Norvège | 20.01.2016 🔗 | | |
| UE** | 27.05.2015 🔗 | 15.081 🔗 | |

* Etat des délibérations parlementaires

** L'accord EAR avec l'UE vaut pour les 28 Etats membres

Echange automatique de renseignements : La Suisse et les accords signés²³

4^{ème} front Fiscal : La France a également son mot à dire dans cette bataille fiscale, elle a notamment dénoncé la convention sur les successions signées en 1953 avec la Suisse, ce qui a pour conséquence une double imposition. Son deuxième angle d'attaque est la sécurité sociale française. En effet, depuis le 31 mai 2014, les frontaliers auparavant assurés en Suisse devront rejoindre le système de sécurité social français. La sécurité sociale étant prélevée directement sur le revenu de la personne frontalière, cela apportait jusqu'à 150 millions d'euros dans les caisses de la sécurité sociale française.

5^{ème} front fiscal : les recommandations du Groupe Actions Financier Internationale (GAFI) servent également de base légale en matière de fiscalité internationale.

²³ Administration fédérale, secrétariat d'Etat aux questions financières internationales SFI

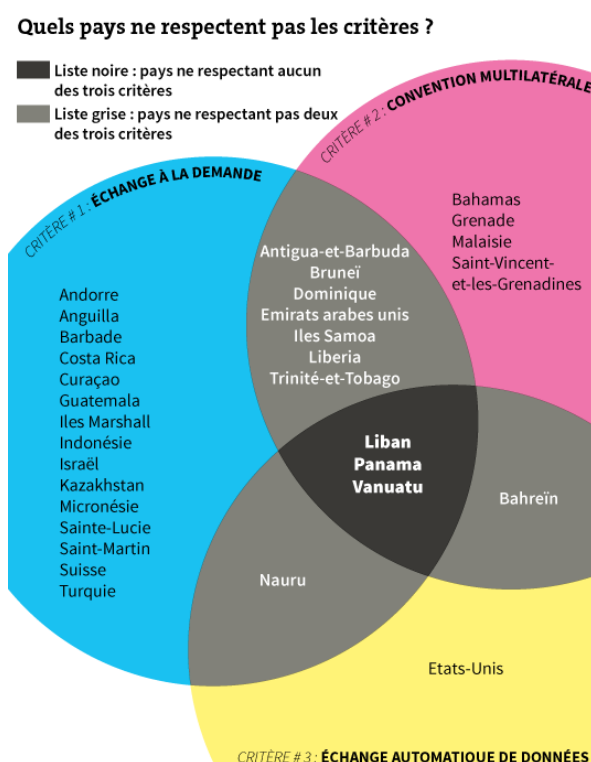
2.2.3 Les cinq fronts fiscaux

Entourée de 5 fronts fiscaux, la Suisse a donc peu de marge de manœuvre et doit adapter son système bancaire et juridique très rapidement afin de pouvoir continuer à évoluer dans un contexte international. Les délais qui lui ont été demandés sont des délais extrêmement courts compte tenu des changements à effectuer, et on peut dire pour l'instant qu'elle a su les respecter.

2.2.4 L'OCDE

L'OCDE est l'Organisation de Coopération et de Développement Economique qui a été créée en 1961 et qui compte aujourd'hui plus de trente-quatre pays membres. Les pays membres de l'OCDE discutent de plusieurs thèmes, dont la transparence fiscale, la corruption, l'économie mondiale et la fiscalité internationale. Elle a pour but de faire évoluer sur un plan international l'économie et elle a notamment favorisé l'échange automatique d'information et les lois concernant le blanchiment d'argent. L'OCDE se charge d'identifier les pays qui ne respectent pas les normes internationales en matière de fiscalité et publie une liste de ceux-ci. Ci-dessous, voici un schéma qui résume la situation, on constate que la Suisse ne fait plus parti de la liste grise.

Figure 5 : Liste de l'OCDE



Le monde, « Panama papers » : Panama, Vanuatu et Liban sont menacés de figurer sur la liste noire des paradis fiscaux. Avril 2016.

2.3 La gestion du changement

2.3.1 Par les Etats

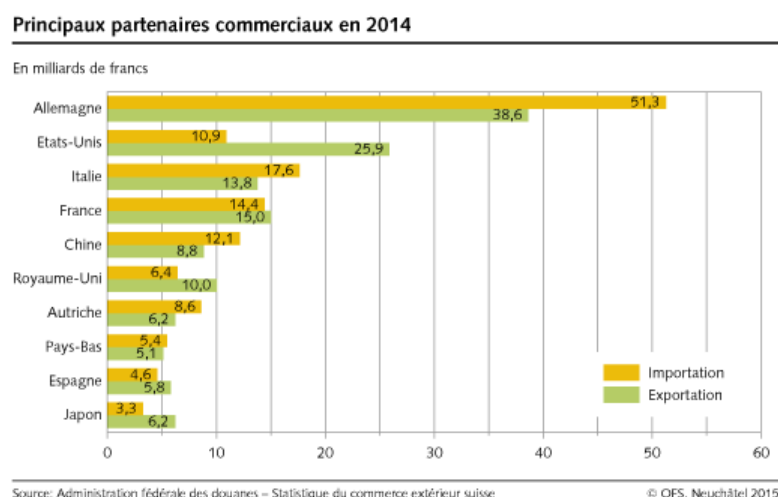
Cela fait plusieurs dizaines d'années que la globalisation des marchés se met en place et que les pays doivent apprendre à collaborer en ayant un regard porté à l'international. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les pays ont recouru au financement international et les personnes physiques ont de plus en plus tendance à s'expatrier ou voyager dans un pays étranger. De part cette mondialisation, de plus en plus d'argent circule dans le monde, les pays luttent contre l'évasion fiscale et s'arment de lois et d'accords pour régir ce nouveau mode de fonctionnement international ; c'est un équilibre fragile entre la protection de la sphère privée et la régulation fiscale internationale.

Les Etats Unis : Ils ont pu lutter contre l'évasion fiscale de façon active avec l'accord FATCA, menaçant les banques étrangères d'un retrait de licence. De ce fait, les pays étrangers se sont vus obligés de signer cet accord. Cet accord a notamment été motivé par les pertes dues à la crise financière de 2008/9 en poussant le fisc américain à mettre un terme à l'évasion fiscale de ses citoyens et résidents. Le changement apporté par FATCA a été très bien vu et géré par les Etats Unis, puisqu'ils ont eux-mêmes posés leurs conditions.

L'Europe : En pleine crise, avec la Grèce et le Portugal en difficulté, elle a également dû trouver les ressources financières pour y faire face. L'évasion fiscale semble être un front d'attaque particulièrement intéressant pour les gouvernements, mettant en avant le manque à gagner face à des « paradis fiscaux » et ainsi gagnant la confiance des citoyens. L'OCDE a grandement favorisé ces changements de législations. Les changements ne se limitent pas au niveau fiscal mais s'étendent à un niveau organisationnel. En effet, c'est le système bancaire suisse et étranger ainsi que des organes de révision de chaque pays qui ont dû être adaptés. Ainsi on assiste à une mutation de certains services et également à un repositionnement de certains marchés.

Il faut également souligner que la Suisse a besoin de ses confrères internationaux pour le bon fonctionnement de son économie ; malgré le fait qu'elle exporte plus (en valeur monétaire) qu'elle n'importe de biens, le commerce avec les pays étrangers reste primordial. Concernant les pays avec lesquelles elle fait du commerce, nous avons en première place l'Allemagne, avec 51.3 milliards de francs suisses d'importations et 38.6 milliards de francs suisses d'exportations, puis les Etats-Unis avec lesquelles la Suisse exporte plus de 25.9 milliards de francs suisses de biens (voir Figure 6).

Figure 6 : Principaux partenaires commerciaux en 2014



Administration fédérale des douanes – Statistique du commerce extérieur Suisse.

La Suisse est donc en quelque sorte obligée d'entrer en négociation avec l'Europe et les Etats Unis, car ceux-ci ont des arguments pour faire peser dans la balance. Les relations internationales entre la Suisse et les pays étrangers sont donc primordiales.

2.3.2 Par les banques

Une banque doit constamment être en règle avec les lois de son pays et elle se doit de se tenir au courant des nouvelles réglementations. On peut dire que cela fait parti intégrant du modèle bancaire que de s'adapter aux marchés et aux réglementations. Toutefois, ces changements se sont accrus ces dernières années et nécessitent maintenant de multiples adaptations de la part des banques, au détriment de la volonté de certains clients.

- Les règlements internes : Les banques ont notamment du adapter leurs réglementations et leurs formulaires. En étant plus prudentes par exemple lors d'une ouverture de compte, ou lors de toute communication faite avec un client.
- Les communications avec les autorités fiscales étrangères : Notamment avec les Etats Unis, la transmission de données se fait de manière informatique et nécessite une refonte du système dans son ensemble. Avec l'EAR, certaines plateformes ont été mises en place. C'est un changement organisationnel complexe et coûteux qui a dû être mis en place rapidement.
- La manière d'aborder les clients : Les collaborateurs se doivent d'avoir une conduite irréprochable, ainsi ils ne peuvent plus conseiller fiscalement les clients sur certains points. Tout client se trouvant à l'étranger fait l'objet de restriction en

matière d'opération *crossborder*. Il est désormais interdit d'aller démarcher des clients dans des pays étrangers de vendre les atouts de la banque suisse.

- Une rétroactivité qui a des conséquences : En effet, l'accord FATCA s'appliquant de manière rétroactive, il implique que des actes commis dans le passé, alors parfaitement légaux, sont aujourd'hui punissables.
- Une confiance mise à mal : que ce soit entre les collaborateurs et la banque ou entre la banque et les clients, l'image de la banque suisse a été mise à mal. Notamment après la condamnation de la banque UBS.
- Une attractivité de la place financière suisse remise en question : La question qui se pose est comment la place financière suisse peut dans l'immédiat rester concurrentielle tout en appliquant les nouvelles réglementations. On assiste à un changement de *business model*.
- Un *management* changeant et la gestion de projet : La façon d'aborder les clients et les risques doit dorénavant être mise en avant et devenir un département crucial. Beaucoup de banques ont notamment développé leur *compliance offices*.
- Une sphère privée mise à rude épreuve : En effet, le but premier du secret bancaire était de protéger la sphère privée des clients, il est maintenant plus difficile pour une banque de garder secret les comptes ouverts dans ses établissements face à une demande de renseignements provenant d'un Etat étranger. Et il lui sera illégal de faire suite à la mise en place de l'échange automatique d'information au regard de certains pays.

2.3.3 Par les clients des banques

Il est important de noter que les clients des banques suisses ont été particulièrement touchés suite à cette réglementation. Le secret bancaire étant remis en cause et objectivement affaibli, il a fallu que les clients des banques se régularisent ou ferment leurs comptes. Cette situation est clairement une atteinte à la sphère privée ; auparavant celle-ci était complètement protégée par le secret bancaire alors que dans un futur proche, lorsque l'échange automatique d'information prendra action, en plus de FATCA, les comptes des clients étrangers seront directement transmis aux autorités étrangères, il n'y aura donc plus moyen de garder cette information dans la sphère proprement privée. Outre cet aspect, il y a également un risque considérable autour de ces échanges d'informations. En effet, ces échanges se font de façon informatique, or il n'est pas

impossible de pirater les réseaux des banques, comme on a pu le voir récemment avec l'affaire du vol de plus de 100'000 données fiscales en mai dernier au fisc américain²⁴. Cette transparence fiscale accrue a donc des conséquences négatives pour le maintien de la sphère privée.

2.4 Les conséquences pratiques

2.4.1 La Suisse

Nous avons notamment vu que la Suisse a dû adapter sa législation au fil du temps, avec la loi sur le blanchiment d'argent, la réglementation des opérations de *crossborder* et les cinq fronts fiscaux déjà cités au point 2.2.3. Elle est donc active et à l'écoute face aux demandes des pays et des entités fiscales étrangères. Ces conséquences ont eu pour effet de restreindre la protection de la sphère privée ; aujourd'hui on peut affirmer que cette transparence fiscale a remis en cause le secret bancaire et qu'il n'existera plus de sphère privée lorsque des accords seront signés entre la Suisse et le pays concerné.

2.4.1.1 La création de la FINMA

La création de la FINMA découle directement des diverses demandes internationales, la Suisse n'ayant pas d'organisme pour encadrer celle-ci a donc compris le besoin urgent de pouvoir avoir une entité indépendante qui puisse être reconnue sur un plan international, ce qu'elle a fait en 2009.

2.4.1.2 Les personnes morales et RIE III

La Suisse s'adapte de façon dynamique aux demandes des pays étrangers, elle a notamment mis en place la troisième réforme de l'imposition des entreprises qui a pour but de mettre en place un taux unique pour les entreprises des cantons et de supprimer les statuts fiscaux particuliers. Cette réforme découle de la demande des pays étrangers qui voient en la Suisse un paradis fiscal pour les multinationales. En effet, certains cantons imposaient à un taux réduits les bénéfices réalisés à l'étranger, par rapport aux bénéfices réalisés en Suisse, attirant de nombreuses entreprises sur le territoire. La 3^{ème} réforme a pour but d'unifier l'imposition des entreprises entre les cantons et de ce fait de mettre un terme à ce paradis fiscal d'entreprise en le fixant à 13.79% pour tous les cantons. A travers ce changement, on assistera à une augmentation des impôts pour les sociétés avec les statuts spéciaux et une diminution pour les sociétés « ordinaires » type PME de

²⁴ *Le monde 27 mai 2015 : Le fisc américain victime d'un piratage informatique*

Suisse. Il y aura un gain de plus de 50 millions de francs pour la Suisse à travers cette modification. A savoir que la perte en Suisse sera également de plus de 440 millions de francs dû à une baisse de l'imposition des PME.

2.4.1.3 Soutenir la transparence fiscale

A travers l'acceptation de l'échange automatique d'information et FATCA, la Suisse doit maintenant appuyer ses confrères internationaux et donc favoriser la transparence fiscale. N'étant plus « avantagée » par le secret bancaire, la Suisse a plutôt intérêt à appuyer les demandes internationales pour que les paradis fiscaux restants se plient aux normes comme elle l'a elle-même fait. A conditions égales, la Suisse peut mettre en avant un savoir faire en gestion de fortune, qui pourrait maintenir la place financière suisse comme un des *leaders* mondial. C'est donc une nouvelle vision que la Suisse se doit d'apporter et de montrer au reste du monde, en soutenant l'harmonisation fiscale. Toute fois, il faut noter que cette transparence fiscale est un risque pour le maintien de la sphère privée mondiale, et qu'il reste des problématiques à résoudre, notamment en matière de corruption avant de pouvoir affirmer des uniques bienfaits de cette transparence.

2.4.2 Les banques en Suisse

L'impact de ces changements sur les banques suisses n'est pas à négliger. En effet, celles-ci ont rencontré plusieurs difficultés que l'on peut classer en trois catégories : Les coûts internes, La perte de la clientèle, l'image de la banque et les amendes à payer.

2.4.2.1 Les coûts internes

Les ressources humaines

Au niveau des ressources humaines, on peut affirmer que la mise en place de ces nouvelles réglementations a eu un impact rapide et considérable. En effet, il a fallu en récolter et mettre à jour les données des clients soumis à l'impôt américain, puis ceux des clients provenant des pays ayant signés un l'EAR. On peut également penser que les banques pourraient être amenées à renforcer leur département *Legal & Compliance* afin de pouvoir adapter mieux aux changements et aux demandes futures. Le département administratif a également dû voir son cahier de charge grossir suite aux nouvelles réglementations. Afin de récolter les noms et les numéros de comptes pour les fournir à l'IRS. Ces changements administratifs varient en fonction de l'implication des banques et de leur taille. On a notamment vu certaines banques créer des nouveaux services de type *reporting*. Les chiffres concernant ces coûts internes n'ont pas encore pu être clairement identifiés, toutefois on parle d'un montant de plus de 250 millions de francs pour les établissements bancaires suisses.

Règlements internes

Les banques ont dû mettre à jour rapidement leur conditions générales afin de pouvoir maintenir leur activité en Suisse. Plusieurs clauses ont été amenées à être modifiées, et ci dessous voici une analyse des Conditions Générales du Crédit Suisse²⁵.

Les conditions générales de Crédit Suisse ; un avant et un après ?

En observant les conditions générales de la banque Crédit Suisse, j'ai pu observer de significatives modifications notamment des clauses suivantes :

Art 1. Examen de légitimation

Avant : « le client supporte le dommage résultat des défauts de légitimation ou (...). »

Maintenant : « (..) est à la charge de la banque »

La banque est tenue responsable si elle a mal vérifié la légitimation de son client ou de ses mandataires. Autre fois ce point pouvait rester flou, car à la décharge des banques, il est dorénavant primordial pour une banque d'être informée correctement à propos de ses clients.

Art 3. Communications de la Banque

Avant : « (...) lorsqu'elles ont été envoyée à la dernière adresse indiquée par le client. »

Maintenant : rajout du paragraphe : « le client est tenu d'informer immédiatement la banque des changements apportés (...). »

La banque se protège donc dorénavant d'une quelconque modification concernant le client. Etant tenue à la transmission des données si celui-ci déménage à l'étranger (selon les pays), elle se doit donc d'être au courant rapidement des changements.

Art 4. Résiliation des relations d'affaire

Avant : « la Banque, comme le client, peut dénoncer ses relation d'affaire (..) »

Maintenant : « La Banque et le client peuvent résilier à tout moment la relation bancaire avec effet immédiat ou différé. »

²⁵ Cours de droit bancaire : Juan Carlos Landrove

Ici on voit que le client a plus de pouvoir, il peut résilier à tout moment sa relation avec la banque.

Art 15. Secret bancaire du client à Art. 15 Secret professionnel du Banquier

Avant : « Obligation de discrétion »

Maintenant : « Obligation de garder secret ».

On assiste à un changement de vision, le secret bancaire n'est plus nommé comme-ci mais est remplacé par le secret professionnel du banquier. Il n'y a pas de grands changements notables dans cet article, toutefois on remarquera que les conditions sont dorénavant plus atteignables par les tribunaux étrangers, notamment lorsqu'on parle de reproches faits à la banque.

Art 16. Modification des conditions générales

Avant : « Le client est informé (...) »

Maintenant : « Le client est informé au préalable (...) »

On peut voir ici aussi que le client est protégé, étant averti au préalable de toutes modifications des conditions générales.

En conclusion : Les banques ont dû adapter leurs règlements internes, ainsi que leurs contrats aux nouvelles lois en vigueur très rapidement et laissent pressentir un changement de vision sur du long terme. On remarque que le client est beaucoup plus protégé qu'auparavant et qu'il y a un changement de mentalité au sein de la banque. En effet, la banque est tenue responsable dans plusieurs cas et cela implique de son côté qu'elle soit plus vigilante quant aux relations qu'elle entretient avec ses clients. Elle doit vérifier plusieurs choses et doit être constamment à jour sur chaque fichier client. Le simple fait d'ouvrir un compte demande maintenant un dossier de plusieurs dizaines de pages alors qu'il ne s'agissait auparavant simplement de quelques pages, ceci est notamment perçu comme un frein à la protection de la sphère privée. Les changements auxquelles les banques ont été contraintes ont donc dû être transmis aux clients, ces communications ont engendré un coût considérable et il a fallu mettre à jour la base client et reprendre contact avec certains afin de mettre à jour les fichiers clients. Il a également fallu dans l'immédiat cibler les clients soumis à l'impôt américain au sein de la banque, afin de pouvoir se déclarer auprès du fisc américain. Cette démarche a nécessité l'emploi

de nombreuses personnes rapidement pour cette tâche et a également eu des conséquences financières et pratiques.

2.4.2.2 Perte de la clientèle et image de la banque

Un nouveau défi est donc relevé par les banques suisses, n'étant plus couvertes du secret bancaire, elles sont maintenant sur un pied d'égalité avec les banques étrangères et doivent donc se démarquer face à une concurrence de plus en plus rude mais plus « équitable » et ont ainsi des atouts à mettre en avant notamment grâce à leur savoir-faire dans la gestion de fortune et la politique nationale stable. Le risque de perdre des clients souhaitant garder la confidentialité au sujet de leur compte est imminent.

2.4.2.3 Les amendes payées par les banques suisses

Notamment suite à la mise en place de FATCA, les banques suisses ont dû s'acquitter d'amendes auprès du fisc américain. Au 28 janvier 2016, on chiffre la totalité de ces amendes à plus de 1.39 milliards de dollars²⁶. A titre d'exemple, Crédit Suisse a dû payer une amende de 2.8 milliards de dollars²⁷ pour les 10 à 12 milliards de dollars ayant échappés au fisc américain²⁸.

2.4.3 Les sujets fiscaux

2.4.3.1 Les personnes physiques

Toute personne ayant des comptes en Suisse a intérêt à déclarer les comptes à l'étranger auprès de l'autorité compétente de son pays d'ici 2018 si elle réside dans un pays ayant signé un accord avec la Suisse. En effet, l'échange automatique d'information débutera d'ici 2018 alors que FATCA est déjà en vigueur, reste à savoir pour combien d'années celui-ci sera rétroactif. La gestion du changement est donc un passage obligatoire pour les clients qui doivent réguler leur situation ou fermer leurs comptes, ils peuvent notamment faire appel aux banquiers suisses qui seront là pour les guider.

2.4.3.2 Les personnes morales

Une imposition favorable pour les PME et une imposition plus lourde pour les entreprises internationales avec la nouvelle réforme RIE III. Actuellement tous les cantons peuvent appliquer un taux différent mais devront appliquer la nouvelle réforme dès 2017. La perspective va radicalement changer en Suisse, en effet, les entreprises effectuant des

²⁶ *Le temps*, article : Les banques ont payé 1.39 milliard de francs d'amende à Washington

²⁷ *24 heures*, article : crédit Suisse sept jours pour payer 18 milliards

²⁸ *Bilan*, article : Amende record de 26 milliards de dollars pour Crédit Suisse

bénéfices à l'étranger ne seront plus favorisées comme avant. Toutefois le Conseil fédéral souhaite mettre en place des mesures pour maintenir les places financières suisse en concurrence avec le reste du monde.

2.5 Constat de la presse actuelle

A la suite d'une récolte d'articles de presse dans le journal AGEFI disponible à la Haute Ecole de Gestion, depuis le mois de septembre 2015 au mois de mars 2016, j'ai pu constater les points suivants :

La protection de la sphère privée occupe une place prépondérante en matière de débat fiscal à Genève. Globalement on constate que la Suisse subit les pressions du programme US ainsi que de l'OCDE et doit se plier à leur demande. L'unité fiscale internationale est visée, et la Suisse n'a pas moyen de faire recours. Les coûts engendrés par cette nouvelle réglementation ne font qu'augmenter pour les banques qui n'ont pas de soutien de la part de l'Etat. Outre les coûts pour les banques, certains employés perdent leur emploi et ne sont pas soutenus par les banques elles-mêmes qui se déresponsabilisent face à ces comptes étrangers. Concernant l'avenir, il semble incertain mais la plupart des experts tendent à mettre en avant la compétitivité du secteur bancaire suisse.

J'ai pu constaté lors de mes lectures l'usage d'un ton inquiet voir énervé de certains spécialistes, qui voient arriver la fin du secret bancaire. On sent également le constat de l'impuissance de la Suisse face aux pressions des pays étrangers en matière de fiscalité. Toute fois, celle-ci semble rebondir et les spécialistes bien qu'inquiets tendent à garder confiance en notre économie.

3. Le futur lointain

La question qui persiste est quel est l'avenir de la place financière suisse ?

Nous avons constaté que le modèle bancaire suisse était en train de se renouveler et subissait de nombreux changements organisationnels et légaux. De ce fait, il est maintenant d'actualité d'anticiper les conséquences sur du long terme et de pouvoir maintenir la place financière suisse à son niveau. Les enjeux ne sont pas seulement micro-économiques mais macro-économiques également, car les banques représentent aujourd'hui plus de 17% du PIB du canton de Genève²⁹. Une perte de marché aurait donc de lourdes conséquences pour la Suisse.

En fin 2014, le *leader* international de la gestion de fortune était la Suisse, avec plus de 2 billions USD d'actifs sous gestion, devant l'Angleterre (1.7 billions USD) et les Etats Unis (1.4 billions USD)³⁰, elle a acquis cette place en travaillant dur et en respectant ses clients. Il est maintenant primordial que cette dernière la maintienne et sache rebondir face à ces nouvelles réglementations, tout en préservant une sphère privée pour ses clients.

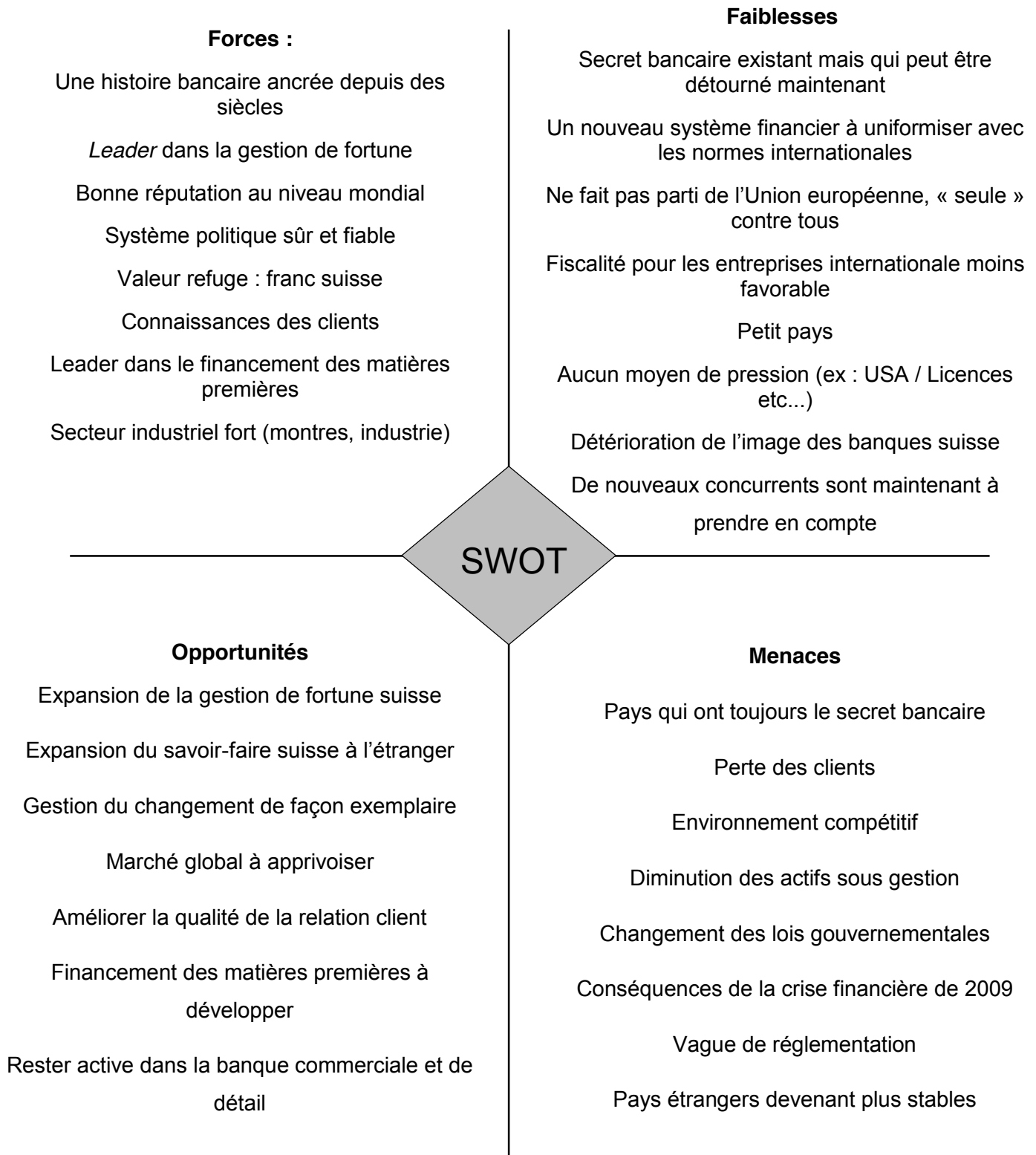
N'oublions pas également que la Suisse a d'autres atouts que le secret bancaires, il y a en effet bien d'autres paramètres qui font de la Suisse un pays attrayant ; un franc fort, une stabilité politique, un savoir faire bancaire en matière de gestion de fortune, des infrastructures de qualité, un système éducatif également de qualité ou encore une fiscalité modérée.

²⁹ Agefi 3 novembre 2015

³⁰ Deloitte, communiqué de presse : La Suisse reste numéro un mondial de la gestion de fortune

3.1 Analyse SWOT du système financier suisse

Une analyse SWOT de la situation permet de mettre en évidence dans quelle mesure ces changements peuvent apporter une plus-value à la place financière suisse.



Dualisme : transparence fiscale accrue et maintien de la sphère privée

3.2 Un changement culturel

La Suisse a toujours été un modèle de neutralité et de tradition humanitaire pour le reste du monde. Nous avons les Nations Unies à Genève et de nombreuses sociétés de renommées internationales qui ont leur siège en Suisse. Une politique stable et démocratique, une armée présente mais pas active dans les conflits sont des atouts pour la neutralité de notre économie. Mais d'un autre côté, nous avons une Suisse protectionniste et secrète, qui défend une discrétion bancaire depuis des années et qui ne s'en est jamais caché. Un atout pour se hisser *leader* en gestion de fortune mais également un poids dans la participation à l'aide à la fuite des capitaux. D'un point de vu opposé à sa neutralité, on pourrait se demander jusqu'où la Suisse a été capable de fermer les yeux quant à la provenance de certaines sommes d'argent. Il faut savoir que quelques-uns des plus gros dictateurs du monde, ainsi que certaines organisations criminelles ont pu utiliser notre pays pour fuir le leur, bien qu'aujourd'hui les lois contre le blanchiment d'argent se soient renforcées, la neutralité parfaite de la Suisse serait-elle floue? Mais quel pays peut se vanter d'une telle chose, la Suisse n'est pas le seul pays à avoir utilisé le secret bancaire.

Un autre point à relever est l'attachement des suisses au secret bancaire. La Suisse est l'une de plus ancienne place financière qui pratique le secret bancaire, il est donc difficile dans la mentalité de certaines personnes de s'adapter à toute cette nouvelles réglementation qui provient des pays étrangers. Toutefois, le Conseil Fédéral montre le chemin et réagit de façon positivement à ces changements forcés. C'est donc un changement culturel pour les places financières suisses et pour les clients suisses.

3.3 Un changement organisationnel

Le traitement de données doit maintenant être régi par des procédures informatiques complexes et couteuses pour les banques. Il s'agit de remodeler le système interne, informatique et la façon de gérer la clientèle. Comme nous avons vu au chapitre 2, il a notamment été demandé aux banques suisses de mettre rapidement en place des projets de restructuration de traitement des comptes afin de pouvoir transmettre les informations aux pays avec lesquelles des accords ont été signés. La mise en place d'une nouvelle organisation peut amener certains froissements de la part des employés, en effet, on pourrait se demander dans quelle mesure il est possible d'ajuster un business modèle à une nouvelle réglementation imposée par des pays étrangers dans son propre pays. Les *managers* des banques vont devoir se plier eux-aussi à ces normes et ajuster leurs directives. Il est donc primordial que la direction puisse ajuster la vision et les valeurs de

la banque. On peut se demander dans quelle mesure certaines personnes vont être moins enclins à s'adapter à ces nouvelles réglementations est dans quelle mesure les coûts liés au personnel et à la formation du personnel vont être lourds ou pas. Le facteur humain est donc à prendre en compte pour les banques.

3.3.1 Un test pour la gestion de fortune en Suisse

Qu'on le veuille ou non, les acteurs du système bancaire suisse doivent s'adapter à ces nouvelles réglementations. En effet, comme le pensent certains opposants, la Suisse sans secret bancaire serait-elle un pays sans avenir dans la finance ? Cette masse d'actif serait essentiellement venue remplir les banques suisses grâce au secret bancaire et non pas à la compétence des banquiers.

On constate en effet qu'il était possible auparavant pour un apprenti ayant fini le collège de travailler dans une banque (CFC ou place d'apprentissage) et d'avoir des responsabilités de plus en plus élevées au fil du temps. Est-ce là une simple réponse à la demande qui n'a fait qu'augmenter dès 1930. Alors que d'autres places financières telles que New York ou Londres auraient-elles des employés ayant fait des études plus poussées, des certifications reconnues sur un plan international (CFA, KAYA, etc..). D'un autre côté, la Suisse au fil du temps a su acquérir un savoir faire et se démarque des autres pays, étant en contact constant avec des clients étrangers, les banquiers suisses connaissent les législations étrangères et savent également gérer des comptes dans des monnaies étrangères. Est-ce donc vraiment la fin de la place financière suisse, suite à la fin du secret bancaire ?

Ce point de vu pourrait être discuté, car il n'a pas suffi simplement à la Suisse d'édicter des lois pour attirer les capitaux il a également fallu que celle-ci prouve qu'elle était à la hauteur pour maintenir les avoirs des clients dans le pays. A noter également que la Suisse n'était pas le seul pays à avoir un secret bancaire ; la Grande Bretagne, le Delaware aux USA, Singapour, Hongkong, le Panama et Dubaï notamment ont également des politiques fiscales avantageuses et sont donc accessibles aux clients suisses. Alors que dans les années 50 il était difficile d'envisager de placer ses actifs de l'autre côté de la planète, on peut facilement imaginer que depuis la révolution informatique avec Internet dans les années 90, les clients mécontents des gestionnaires suisses auraient pu placer leurs argents dans d'autres pays cités comme « paradis fiscaux ». La Suisse a donc un réel savoir faire et saura garder sa place au sein des marchés financiers internationaux, de plus que les gouvernements cherchent à harmoniser la fiscalité.

Les banques doivent s'adapter à ces changements, tout en restant compétitives et rentables. Si l'on revient sur les coûts internes liés à ces changements, on peut se demander dans quelle mesure les gestionnaires de fortune indépendants peuvent faire face à de tels changements. En effet, l'avenir de petits cabinets de gestion pourrait être remis en cause, car il est de plus en plus difficile de se démarquer face à la concurrence. Les banques de tailles moyennes à grandes auraient plus de ressources pour y faire face, dans un monde qui se globalise et dans lequel la finance devient une question internationale.

Selon une étude faite par l'université de St. Gall et KPMG au sujet de la performance des banques privées suisses ; « *Clarity on Performance of Swiss Private Banks – The Widening Gap* », l'avenir des petites entités bancaires serait incertain. Comme on peut le constater avec la figure ci-dessous, la gestion des changements en matière de régulation et les coûts que ceux-ci impliquent ont un impacte relativement différent selon la taille de la banque.

Figure 7 : Clarity on performance Swiss Private Banks

| There is a gap, but why? | | | |
|--------------------------|--|---|---|
| External Developments | | Response Capabilities | |
| ... such as ... | | Large Private Banks | Small Private Banks |
| + | • Accelerated wealth creation Asia, US, etc. | • Build onshore presence | • Dependent on market access, limited in growth |
| | • Equity boom, chase for yield | • Tailored service offerings | • No lending capabilities |
| | • FX volatility & new currency pair | • Lombard lending | • No product and trading capabilities |
| | • Innovation in technology | • Mortgage products | • Disconnected from innovation |
| - | • Regulatory changes | • Structured products | • Risk of failure is threat to capital |
| | • CHF strength | • Trading capabilities | • Cost in CHF, revenues in EUR |
| | • Digitalization | • Global reach for talents | • Lack of financial resources |
| | • Tax transparency | • Knowledge and financial resources for rapid adoption & compliance | • Unclear whether declared assets come back |

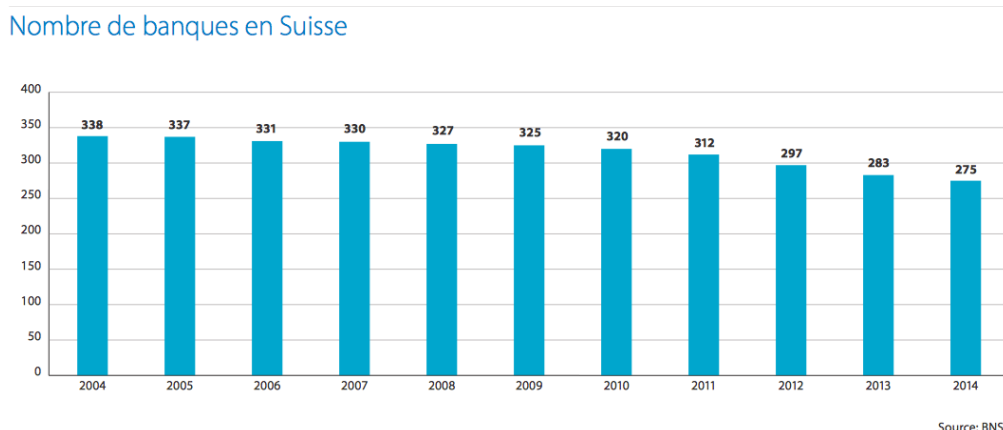
© 2015 KPMG AG/SA, a Swiss corporation, is a subsidiary of KPMG Holding AG/SA, which is a member of the KPMG network of independent firms affiliated with KPMG International Cooperative ("KPMG International"), a Swiss legal entity. All rights reserved. Printed in Switzerland. The KPMG name and logo are registered trademarks.

3

KPMG – Clarity on performance Swiss Private Banks

La figure ci-dessous provenant des prévisions de la BNS nous indique le nombre de banques privées en Suisse depuis 2004, rajoutant à cela les prévisions d'avenir selon KPMG ne sont pas très favorable qui prévoit qu'environ 30% des banquiers privés Suisses pourraient disparaître d'ici 2018.

Figure 8 : Nombre de banques en Suisse



SwissBanking, ASB, baromètre bancaire 2015

Les banques suisses seront donc obligées de redéfinir leur modèle bancaire afin de rester compétitives en matière de *compliance* et de réussir à créer de la valeur afin de se démarquer de ses concurrents. Cette vision nous confirme qu'on assistera à une segmentation de marché entre les grandes banques et les petites/moyennes banques. Les grandes banques auront assez de recul et de fonds pour pouvoir maintenir leur place sur le marché et s'adapter aux réglementations, notamment en termes de système informatique et de traitement des données. Les plus petites banques seront probablement contraintes de choisir des marchés cibles afin de pouvoir rester compétitifs ; la spécialisation ou la fusion avec d'autres banques semble être la solution adoptée.

3.3.2 La gestion de fortune à l'étranger ? La solution *Onshore*

Les opérations impliquant un « élément étranger » ; opérations dites de *crossborder* font entièrement parti du business modèle des banques. Puisque la communication avec des clients étrangers est restreinte, il serait envisageable pour les banques d'ouvrir des succursales étrangères afin d'être en contact direct des clients étrangers.³¹

³¹ Cours de Compliance : Rachel Winiker

En raison de ces multiples limitations, certaines banques doivent ouvrir des succursales à l'étranger pour maintenir la relation avec les clients étrangers ; une solution *onshore*. Une tendance qui s'accentuerait face à l'évolution de l'environnement économique et international ainsi qu'en conséquence à l'affaiblissement du secret bancaire. À titre d'exemples, la banque Lombard Odier a notamment ouvert une succursale à Prague et Singapour ; Mirabaud & Cie travaille désormais également depuis Dubaï. Cette solution semble être une des principales réponses face à ces changements, à noter également qu'elle serait motivée par la stabilité nouvelle de certains pays devenus politiquement plus stables et freinant ainsi la fuite des capitaux vers des pays tels que la Suisse.

Malgré cela, on a assisté récemment à la fermeture de plusieurs succursales de banques dans divers pays. C'est notamment le cas du Crédit Suisse en Allemagne et de la banque Barkley au Brésil. Nous constatons donc qu'avec la rigidité des lois internationales et la surveillance qui accroit, certaines banques considèrent des marchés comme peu intéressants et préfèrent les revendre à d'autres banques. Ainsi on assiste à un réel chamboulement du monde de la gestion de fortune³².

On constate donc qu'il est de plus en plus difficile de gérer une fortune d'un client étranger depuis la Suisse avec les réglementations et la fiscalité qui en découle, mais il semble être peu rentable pour une banque d'ouvrir des succursales dans chaque pays afin de couvrir un marché global. Les banques doivent donc cibler les marchés et les clients afin de rester rentables et de maintenir leurs chiffres dans le vert.

3.4 Stratégies d'optimisation fiscale

Déjà existante avec le secret bancaire, le recours à l'optimisation fiscale semble être une solution pour des personnes à fortune moyenne, qui souhaitent de manière légale payer le moins d'impôts possible. J'ai pu constater que les méthodes suivantes se pratiquent en Suisse :

Cotisation 3^{ème} pilier : En investissant dans le 3^{ème} pilier, toute personne habitant en Suisse peut déduire jusqu'à environ 6600 frs d'impôt par an et par personne. Toutefois il faut noter que les conditions de retrait de cet argent ne sont pas sans contraintes. En effet, il est possible de retirer ce capital uniquement pour un achat immobilier ou une retraite anticipée.

³² Cours de Droit Bancaire : Didier Michoud

Dons : Les dons sont directement déductibles des revenus nets à hauteur maximale de 20% du revenu net³³.

S'endetter : Cette stratégie peut sembler mauvaise, toutefois avec les conditions actuelles du marché (taux bas) il est intéressant pour une personne physique de s'endetter afin de diminuer son impôt sur le revenu des intérêts de ce prêt.

Bonus ou dividende : Cette alternative concerne principalement les entrepreneurs suisses, car elle a le choix de se rémunérer à travers un salaire ou à travers des dividendes. Comme nous le démontre l'exemple ci-dessous, être rémunéré à travers les dividendes permet de diminuer l'impôt sur les revenus, mais est moins avantageux en matière de cotisation AVS. C'est donc une solution qui reste envisageable si la personne ne souhaite pas impérativement cotiser pour sa retraite.

Figure 9 : Imposition des personnes physiques

| | Scénario A : dividende élevé | Scénario B : salaire élevé |
|--|------------------------------|----------------------------|
| Bénéfice de l'entreprise avant salaire du propriétaire et dividende | 280'000 | 280'000 |
| ./. Dividende | 120'000 | 30'000 |
| ./. Cotisation d'épargne CP employeur | 15'000 | 25'000 |
| ./. Cotisation employeur au 1 ^{er} pilier ¹ | 8'000 | 13'000 |
| Salaire brut du propriétaire | 137'000 | 212'000 |
| ./. Cotisation employés au 1 ^{er} pilier ¹ | 8'000 | 13'000 |
| ./. Cotisation d'épargne CP employés | 15'000 | 25'000 |
| Salaire net du propriétaire plus dividende | 114'000 | 174'000 |
| Revenus nets du propriétaire avant impôts | 234'000 | 204'000 |
| Impôts sur le revenu et le dividende (privé) | 48'000 | 53'000 |
| Impôts sur le bénéfice entreprise | 32'000 | 8'000 |
| Total impôts (entreprise et privé) | 80'000 | 61'000 |
| Revenus nets du propriétaire après impôts | 154'000 | 143'000 |
| plus les cotisations d'épargne CP | 30'000 | 50'000 |
| Revenus nets après impôts, cotisations d'épargne comprises | 184'000 | 193'000 |

1 6 % (arrondi)

© VZ VermögensZentrum

VermögensZentrum : Optimisation fiscale pour entrepreneurs : salaire ou dividende ?

³³ Loi sur les impôts des personnes physiques (LIPP) art 37 al 1

3.5 Autres alternatives

3.5.1 Les sociétés *offshore*

Une société *offshore* est une société créée à l'étranger et enregistrée au registre du commerce de celui-ci, qui a pour caractéristique d'être en dehors du pays de résidence du bénéficiaire/ayant droit économique. La création de société *offshore* n'est pas illégale, en effet elles sont déclarées auprès du registre de commerce et doivent payer des impôts dans leur pays de résidence. Toutefois, elles sont montrées du doigt car les pays qui les accueillent ont souvent des fiscalités avantageuses.

Outre cette caractéristique, les sociétés *offshores* se trouvent souvent dans des pays où la transparence bancaire est opaque, et ont souvent recours à des « hommes de paille » pour cacher l'identité des véritables bénéficiaires/ayants droit économique. Un homme de paille est une personne qui va signer et enregistrer la société pour quelqu'un d'autre, afin que ce dernier n'apparaisse pas dans les papiers de la société.

Déclarer un compte au nom d'une société *offshore* (notamment avec des *trusts*) permet de contourner une retenue d'impôt qui aurait été perçue dans le pays de résidence du bénéficiaire/ayant droit économique. Prenons par exemple l'impôt anticipé sur les bénéfices en Suisse, toute personne physique est redevable d'un impôt anticipé de 35% sur les bénéfices³⁴. L'utilisation de sociétés écrans permettent aux clients des banques de ne pas faire apparaître leur nom pour ne pas payer ces 35% et ainsi être soumis à l'imposition du pays étranger dans lequel la société *offshore* est enregistrée. Ce procédé est légal, toutefois son utilisation tend à être frauduleuse. Ces sociétés sont dans une zone grise, où l'usage est détourné à des fins frauduleuses, et il n'y a pas de transparence sur l'ayant droit économique qui peut cacher des fonds. Cette industrie existe déjà en Suisse, cette alternative semble être déjà prisée par certains clients. Il faut tout de fois noter que ces procédés impliquent des coûts de gestion élevés et donc ciblent des fortunes de plusieurs millions, ou des *family office* pour la gestion des successions.

A noter que pour l'instant que la confidentialité entourant les sociétés *offshores* semble être épargnée, mais qu'à terme l'OCDE pourrait chercher à remettre en cause cette zone d'ombre en matière de fiscalité internationale. Des endroits comme Jersey et Guernesey qui se trouvaient sur la liste blanche du G20 et qui accueillent des sociétés *offshores* ont pour l'instant été épargnés.

³⁴ Loi Fédérale sur les Impôts Anticipés (LIA), art 13 al 1a

Le scandale des *Panama Papers*

Les *panamas papers* est le nom utilisé pour définir la fuite de plus de 11 millions de documents confidentiels détenus par le cabinet d'avocat *Mossak Fonseca*. Dans ces millions de documents, plus de 214'000 sociétés *offshores* ainsi que les noms des actionnaires ont été divulgués. Parmi eux, nombreux sont des personnes politiques ou connues dans le monde entier. En utilisant la propriété écran des sociétés *offshores*, ce cabinet d'avocat a pu en créer des milliers au Panama à la demande des clients souhaitant échapper au fisc de leur pays. Par la suite, les états concernés ont mis la pression au Panama pour signer l'accord d'échange automatique d'information coordonnée par l'OCDE et le G20. Alors que jusqu'ici le Panama avait su garder son secret bancaire, les abus révélés par les *panama papers* ont affaibli les arguments du pays et ont donc poussé le Président, Juan Carlos Varela a collaboré avec l'OCDE et ainsi ne plus être sur la liste noire (Figure 5).

Le 17 mai 2016, le Panama a signé l'accord de l'échange automatique d'informations de l'OCDE³⁵. On constate donc que la Suisse n'est pas le seul pays visé.

3.5.2 Les coffres dans les banques suisses³⁶

En Suisse, les coffres restent accessibles à tous et les banques ne sont pas tenues de savoir ce qu'il s'y trouve. Nous pourrions imaginer une alternative pour les personnes à fortunes modérées, quelques millions, qui puissent cacher dans un coffre. Certes ces millions ne seraient pas protégés de l'inflation, ni de la perte de valeur en terme de monnaie « dormante » mais les coffres restent une valeur sûre mais limitée en terme de volume pour certains investisseurs. Il faut noter que les coffres doivent être déclarés, quant bien même son contenu est inatteignable légalement

Investir dans des biens tangibles et stockables pourrait également être une option. L'or ou les diamants pourraient être stockés facilement tout en conservant leur valeur. Ils peuvent également se protéger de l'inflation et gardent une valeur réelle en tout temps.

³⁵ RTS, 18 mai 2016 : *Le Panama s'engage à l'échange automatique d'information avec l'OCDE*

³⁶ Cours de droit bancaire, Didier Michoud

3.5.3 Imposition d'après la dépense

Une façon pour une personne physique étrangère de pouvoir limiter ses impôts de façon légale est l'imposition par la dépense du droit suisse, qui permet à toute personne étrangère domiciliée en Suisse de payer un impôt basé sur les dépenses annuelles de cette dernière, en lieu et place de l'impôt sur le revenu et la fortune. Ainsi, certains qui ont une grande fortune mais qui dépensent modérément pourraient voir en cela une solution. Le fondateur de Ikea, Ingvar Kamprad (suédois habitant en Suisse depuis 40 ans) paie environ 200'000 francs suisse d'impôt pour une fortune estimée à environ 30 milliards d'euros³⁷. Cette alternative est toutefois utilisée uniquement par des personnes étrangères qui élisent domicile en Suisse pour la première fois ou qui ont été absentes pendant plus de dix ans de Suisse et qui n'exercent pas d'activité lucrative en Suisse. Il sied également de relever que l'impôt calculé d'après la dépense doit toujours être au moins égal à l'impôt sur le revenu et la fortune calculé selon les barèmes ordinaires sur les éventuels revenus et l'éventuelle fortune suisses.

3.6 Est-ce la fin du secret bancaire ?

Nous arrivons vers la mondialisation des services bancaires et donc une uniformisation des lois et des normes fiscales en matière de gestion de fortune.

L'OCDE, qui compte plus de trente-quatre pays à ce jour, a été créée par les Etats Unis et le Canada dans un but de développement économique mondial. On a pu constater au fil du temps que cette organisation cherche à instaurer des standards afin que l'économie mondiale puisse se développer de façon efficiente. Elle a fait de la fiscalité et du secret bancaire des fronts d'attaque prioritaires, et ainsi poussé certains pays à signer des accords d'échange d'information, ce qui a été le cas de la Suisse en 2012.

Le secret bancaire a été mis en place dans un but premier de protection de la sphère privée, avec le Roi de France qui devait garder ses sources de financement anonymes puis les populations persécutées lors des guerres mondiales. Il est clair qu'au delà du respect de la sphère privée, celui-ci a été utilisé à des fins frauduleux, notamment en cachant des actifs protégés par le secret bancaire à un pays de domiciliation. De par la mondialisation des marchés et le développement exponentiel des services financiers depuis la révolution informatique et pétrolière, on constate que le secret bancaire a été critiquée rapidement, notamment par l'OCDE, puis par le G5 ou le G7 et le G20. Il est

³⁷ *Fidusuisse, 2016. La Duchesse de York veut s'installer en Suisse*

certes favorable sur un plan international de pouvoir compter à une personne elle-même enregistrée dans un Etat, toutefois il serait idéal que cette transparence soit pratiquée par tous.

En Suisse, nous avons constaté que le secret bancaire était nul dans plusieurs situations, notamment lorsque la personne fait l'objet d'enquêtes à l'étranger. Nous avons aussi constaté que les pays étrangers peuvent faire des requêtes générales et non plus des requêtes sur une personne. Toute personne étrangère ayant des comptes en Suisse est donc légalement toujours obligée de déclarer ses avoirs dans son propre pays mais à désormais intérêt à le faire car la banque suisse devra transmettre les informations de ce client au fisc étranger automatiquement (si le pays a signé un accord avec la Suisse) et ne pourra désormais plus garder secret des informations si la requête provient d'un Etat.

Le Secret bancaire en Suisse n'a donc plus sa place entre la suisse et tout pays ayant signé un accord d'échange d'information, encore moins s'il a pour but de cacher des comptes à un Etat et payer des impôts réduits, toutefois, il reste nécessaire et utile pour maintenir une sphère privée et une certaine discrétion face à un public plus général.

3.7 La sphère privée a-t-elle toujours sa place ?

La sphère privée a et aura toujours sa place dans notre économie. En effet on a pu voir un changement de comportement dans le monde bancaire, les nouvelles régulations cherchent notamment à protéger les clients face à diverses situations. On assiste à une réelle préoccupation de la part des autorités pour protéger les investisseurs et les clients tout en régularisant leur situation. La sphère privée aura donc sa place dans le futur, mais elle sera moins large qu'elle l'a été auparavant car l'utilisation du secret bancaire ne peut plus être utilisée dès lors que des accords ont été signés.

Il ne faut pas négliger la nécessité de la présence d'une certaine discrétion pour certains pays notamment comme les pays d'Amérique du sud, où une fortune déclarée publiquement peut mettre en péril la sécurité de cette personne. Il est donc important de comprendre que le respect de la sphère privée n'est pas uniquement une question de fraude fiscale, mais également une question de sécurité physique. La sphère privée a donc sa place dans notre économie, pour autant qu'elle n'implique pas une fraude fiscale.

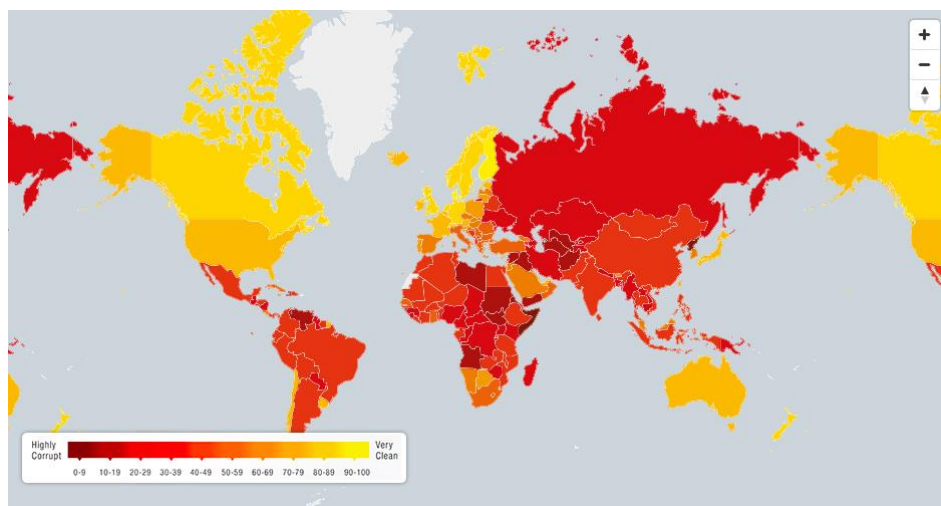
Sur papier, cela paraît simple, légitime et applicable mais il faut noter que beaucoup de pays dans le monde sont corrompus et que certains fiscs étrangers ne sont pas en mesure de protéger la sphère privée d'une personne quant bien même celle-ci a une situation

régulée. Ainsi signer des accords d'échange automatique de renseignement avec des pays à risque de corruption élevés devrait être fait sous certaines conditions. La problématique de la sphère privée est donc à traiter au cas par cas, car malheureusement la corruption est présente et malgré les efforts de l'OCDE pour la combattre, celle-ci pourrait menacer la vie de certaines personnes.

Il y a donc une question qui reste ouverte ; dans quelle mesure l'OCDE peut demander une abolition du secret bancaire sur un plan international tout en ayant conscience que la corruption dans certains pays pourrait mettre en danger des vies humaines, ce qui va au-delà de la sphère privée ?

Voici ci-dessous la carte du monde avec l'indice de corruption 2015 noté par la *Transparency International organisation*.

Figure 10 : Transparency International Map



On constate facilement que beaucoup de pays sont encore de nos jours corrompus alors qu'ils ont signé des accords d'échange automatique d'information. La coopération fiscale internationale se ferait donc « au préjudice »³⁸ de la protection de la sphère privée.

³⁸ AGEFI, 13 novembre 2015. *La fin de la protection de la sphère privée*

3.8 Existe-t-il un compromis entre la transparence fiscale et le maintien de la sphère privée ?

D'un plan national, en Suisse, la sphère privée est toujours respectée au sens restreint du terme. En effet, le secret bancaire est respecté pour les suisses résidants en Suisse.

Toutefois sur un plan international, ce dernier n'est plus valable dans trois cas :

1. Toute personne ayant commis une fraude fiscale ou une évasion fiscale selon les réglementations de son propre pays et de la Suisse.
2. Toute personne habitant un pays ayant signé l'accord d'échange automatique d'information avec la Suisse.
3. Toute personne de nationalité américaine qui possède des comptes en Suisse.

On constate donc que le compromis entre la transparence fiscale et la sphère privée est très limité.

Les suisses doivent désormais faire face aux demandes des clients étrangers tout en respectant les nouvelles lois, on constate notamment que le département *compliance* des banques a désormais une place prépondérante dans la structure de la banque. En effet, de nombreuses demandes et interrogations se posent de la part des clients et les banques doivent être en mesure d'y répondre convenablement. Les cabinets d'avocats ont également les ressources nécessaires pour le faire ce qui nous mènerai à penser que les services en matière de fiscalité ont augmentés

Sur un plan international et malgré les 3 points cité plus haut, la sphère privée devrait pouvoir être préservée selon certaines conditions. En effet, de part les risques de corruptions, certaines personnes exposées aux fiscs pourraient être menacée physiquement. Il est donc essentiel que les Etats prennent des mesures de protections supplémentaires face à cela. La sphère privée a donc bien sa place pour garantir une sécurité physique et un droit à la propriété privé, elle doit être protégée de la sphère « public » afin de maintenir l'ordre au sein de certains pays.

En matière de transparence fiscale, il serait judicieux de consacrer au moins autant d'efforts à la lutte contre la corruption qu'à la lutte contre l'évasion fiscale. En effet, comme nous avons pu le constater avec la figure 10, la corruption touche de nombreux pays et certaines personnes qui étaient protégées par le secret bancaire risque aujourd'hui d'être en danger.

Il est donc souhaitable dans un futur proche que les pays corrompus mettent en place une surveillance double autour des comptes étrangers, pour ainsi protéger leurs propriétaires. Sur du long terme, l'idéal serait d'arriver à un monde sans corruption ni évasion fiscale afin que chaque pays puisse défendre la sphère privée de ses habitants tout en prélevant les impôts qui lui sont dus.

Les alternatives des banques

Les établissements qui auraient aidé des clients à transférer leurs comptes dans d'autres établissements hors de la Suisse et pas encore visés par le fisc américain ont également des soucis à se faire dans un futur proche et lointain. Le DoJ, *Department of Justice* américain a notamment déclaré « Notre attention va au-delà de la Suisse. Pour ceux qui ont fui des comptes suisses afin de se cacher dans d'autres établissements financiers à l'étranger : nous vous suivrons à la trace »³⁹. Cette alternative qui visiblement fut utilisée à court terme par certaines banques ne semble pas être une solution sur du long terme, car rappelons-le, le but principal de ces réglementations est la transparence fiscale sur un plan international. Il est également notable que le choix reste au client, en effet, dans le cas d'une personne de nationalité américaine, il doit signer le formulaire IRS W-9 qui lui permet de régulariser sa situation avec le fisc américain. Si ce dernier refuse de le signer, alors le compte doit être fermé. Toutefois, dans la pratique, des alternatives lui sont proposées ;

Un cadre d'EFG Bank a ainsi résumé le procédé comme suit : « Si un client ne souhaite pas signer le formulaire de déclaration à l'IRS W-9, il faut fermer le compte. Le client peut toutefois solliciter des conseils fiscaux- peut-être qu'il y a une autre manière de structurer ses avoirs, de sorte à ce qu'ils n'apparaissent pas à son propre nom »⁴⁰.

Autre point à soulever qui découle directement des accords FATCA, l'adoption de la loi HR 22, signée le 4 décembre 2015 par le président Obama. Ce texte permet à l'IRS « de retirer ou de refuser un passeport à un Américain qui a une dette d'impôt dépassant 50'000 dollars, intérêts et frais de rappels compris ». On constate donc ici une réelle atteinte à la sphère privée d'une personne physique. Une menace de la part des Etats-Unis contre leurs propres citoyens⁴¹.

³⁹ AGEFI, 7 décembre 2015, *Les structures non-US n'ont pas protégé les clients du fisc*

⁴⁰ AGEFI, 7 décembre 2015, *Les structures non-US n'ont pas protégé les clients du fisc*

⁴¹ AGEFI, 14 décembre 2015, *Une mesure brutale et sans précédent*

La faille de l'harmonisation fiscale

Rappelons également qu'il reste de nombreux paradis fiscaux dans le monde qui ne sont pas encore touchés par cette vague de réglementation. Alors que parfois même ceux-ci font parti du territoire d'un pays qui souhaite une harmonisation fiscale, il semble que la question de leur propre territoire ne soit pas encore remise en cause. C'est notamment le cas avec le Delaware (Etats Unis), Jersey et Guernesey (Grande Bretagne). Puis il reste d'autres pays tels que Singapour, Hongkong ou Dubaï. Il y a donc pour l'instant des places financières prêtes à défendre le secret bancaire et qui peuvent ainsi maintenir intact la sphère privée de leurs clients.

C'est donc une faille non-négligeable pour l'harmonisation fiscale internationale et une menace pour les banques suisses. En effet tant que l'harmonisation fiscale ne sera pas appliquée par tous les pays, la Suisse sera désavantagée et les clients souhaitant préserver leur sphère privée risquent de mettre leurs fonds dans d'autres places financières qui profitent encore du secret bancaire.

4. Conclusion et suggestions

Le contexte économique international a poussé la Suisse à adopter les standards internationaux en matière fiscale et ainsi adapter son droit national. Ces nouvelles réglementations sont certes plus harmonieuses avec celles des pays étrangers mais affaiblissent considérablement le secret bancaire suisse qui est désormais inexistant pour toute personne habitant dans un des Etats ayant conclu un accord avec la Suisse. Le dualisme entre la transparence fiscale et la sphère privée est donc limité.

Dans un contexte national, plusieurs craintes ont été relevées, notamment celles de la perte d'actifs sous gestion et la perte de compétitivité des banques suisses face à d'autres places financières telles que le Delaware et Hong Kong qui profitent encore du secret bancaire.

On constate donc là un **premier défi** à relever; rester attractifs pour les clients tout en respectant les nouvelles législations imposées. Il est quasi-certain que la Suisse va voir des capitaux partir dans d'autres pays encore protégés par le secret bancaire ; toutefois les places financières suisses peuvent se vanter de certains atouts tels qu'une politique stable, un franc fort et une connaissance des marchés indiscutables. On constate également que les banques revoient leur stratégie d'implantation sur les marchés internationaux pour rester compétitifs. Les places financières suisses ont donc des atouts malgré une politique de transparence fiscale accrue.

Le second défi pour les banques suisses sera de pouvoir répondre aux clients désireux de garder leur fortune en Suisse tout en maintenant une sphère privée. Ce dualisme total est possible seulement si le client réside dans un Etat qui n'a pas signé un accord avec la Suisse ; le secret bancaire reste intouchable tant que l'Etat n'engage pas des poursuites pour fraudes ou évasion fiscale. Les clients concernés par ces accords entre Etats peuvent se voir proposer des services tels que la création de sociétés écrans *offshores*. Cette alternative semble être utilisée couramment, mais elle est toutefois risquée car elle incite à l'évasion ou la fraude fiscale punissable selon le droit suisse. Si l'on suit la logique des pays membres de l'OCDE l'unification de la fiscalité internationale devrait se poursuivre sur du long terme ; c'est donc la une alternative adoptée pour un futur proche, mais qui semble moins certaine pour un futur lointain.

Un troisième défi qui ressort est la problématique des pays corrompus. En effet les banques suisses doivent désormais collaborer avec des Etats potentiellement corrompus, menaçant directement la protection de la sphère privée. Le fondement du secret bancaire

s'appuie sur des motivations légitimes de protection de la vie d'autrui, il est donc nécessaire à court et long terme pour les Etats de trouver des alternatives légales qui répondent à une réelle demande de protection. La protection doit également s'étendre aux données des systèmes informatiques d'échange d'informations mis en place.

Les clauses de rétroactivité sont toujours en débat aujourd'hui pour les accords EAR mais les Etat Unis avec l'accord FATCA se sont dès le début positionnés face à cette problématique. Même si dans les faits la rétroactivité n'est pas à l'ordre du jour, en pratique ces accords ont une portée rétroactive non-négligeable puisqu'ils donnent aux Etats des indices.

La Suisse a réalisé les enjeux politiques et économiques qu'impliquait une collaboration avec les autres pays en matière de politique fiscale et semble avoir un avenir dans un environnement de transparence fiscale internationale. En espérant que l'OCDE et les Etats Unis ne s'arrêtent pas à la Suisse, la suppression du secret bancaire à terme permettrait donc de normaliser les échanges fiscaux et de créer des systèmes informatiques cohérents entre les pays valorisant le savoir-faire en gestion de fortune suisse auprès des clients.

L'avenir de la sphère privée est quant à elle moins sûr ; on peut affirmer dans l'hypothèse que *tous les pays du monde* signent des accords à terme que celle-ci n'existera plus au sens qu'elle le fut auparavant. Toute fois des alternatives devraient être mises en place pour garantir la sécurité physique des personnes face aux risques de corruption notamment.

Le secret bancaire suisse n'est pas encore mort mais fragilisé, et la sphère privée n'est pas inexistante mais incertaine.

Bibliographie

Internet

Union des Intérêts de la place financière lémanique, UIPF. Chronologie et répercussions institutionnelles de l'escalade des pressions internationales sur les paradis fiscaux et le secret bancaire. UIPF [en ligne]. [Consulté avril 2016] Disponible à l'adresse : http://www.uipf.ch/sites/default/files/newsletter_pdf/2010-03-newsletter_jz_annexes.pdf

DELOITTE, 2015. La Suisse reste numéro un mondial de la gestion de fortune. Deloitte [en ligne] 1er février 2015 [consulté le 21 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www2.deloitte.com/ch/fr/pages/financial-services/articles/international-wealth-management-centre-rankings-2015-press.html>

Banque Nationale Suisse (BNS), 2015. Les banques suisses 2014. BNS [en ligne] 2015 [consulté le 21 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.snb.ch/fr/i/about/stat/statpub/bchpub/stats/banken>

HOFFSTETER, Matthieu, 2015. 30% des banques privées suisses pourraient disparaître d'ici 2018. Bilan [en ligne] 26 août 2015 [consulté le 21 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.bilan.ch/argent-finances-plus-de-redaction/30-banques-privées-suisses-pourraient-disparaître-dici-2018>

Confédération Suisse. L'entraide judiciaire internationale en matière pénale, directives. Confédération Suisse [en ligne]. Mai 2010. [Consulté le 19 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.rhf.admin.ch/etc/medialib/data/rhf.Par.0086.File.tmp/wegl-str-f-2009.pdf>

Confédération Suisse. Echange automatique de renseignements. Confédération Suisse [en ligne]. [Consulté le 19 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <https://www.sif.admin.ch/sif/fr/home/themen/internationale-steuerpolitik/automatischer-informationsaustausch.html>

DELALOYE, Jean Cosme, 2014. Credit Suisse a sept jours pour payer 1,8 milliard. 24 Heures [en ligne]. 21 novembre 2014 [Consulté le 19 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.24heures.ch/economie/credit-suisse-sept-jours-payer-18-milliard/story/30161860?track>

AWP, 2014. Amende record de 2,6 milliards pour Credit Suisse. Bilan [en ligne]. 24 novembre 2014 [Consulté le 19 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.bilan.ch/argent-finances/amende-record-de-26-milliards-de-dollars-credit-suisse>

Vermoögenszentrum, 2016. Optimisation fiscale pour entrepreneurs : salaire ou dividende ?. Vermoögenszentrum [en ligne] 2016 [consulté le 20 mai 2016] Disponible à l'adresse : <https://www.vermoögenszentrum.ch/conseils/articles/entreprises/optimisation-fiscale-pour-entrepreneurs--salaire-ou-dividende-.html>

Conférence suisse des impôts, CSI, 2015. Les dispositions pénales en matière d'impôts directs. CSI [en ligne] 1er janvier 2015 [Consulté le 20 mai 2016] Disponible à l'adresse :

[https://www.estv.admin.ch/dam/estv/fr/dokumente/allgemein/Dokumentation/Publikation en/dossier_steuerninformationen/e/Die%20Strafbestimmungen%20bei%20den%20direkten%20Steuern.pdf.download.pdf/e_strafbestimmungen_f.pdf](https://www.estv.admin.ch/dam/estv/fr/dokumente/allgemein/Dokumentation/Publikation%20en/dossier_steuerninformationen/e/Die%20Strafbestimmungen%20bei%20den%20direkten%20Steuern.pdf.download.pdf/e_strafbestimmungen_f.pdf)

Office Fédéral de la Justice, OFJ. L'entraide judiciaire internationale en matière pénale. Le gouvernement suisse. Confédération Suisse [en ligne]. [Consulté le 1er février 2016] Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/conseil-federal/systeme-politique-suisse/gouvernement.html>

Swissbanking, Association des Banquier. Plusieurs pages consultés. Swissbanking [en ligne]. 2016. [Consulté le 29 mai 2016] Disponible à l'adresse : <http://www.swissbanking.org/fr/home>

Administration fédérale des douanes – Statistique du commerce extérieur Suisse. BFS [en ligne] Consulté le [20.05.2016] Disponible à l'adresse : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/06/05/blank/key/handelsbilanz.Document.183035.png>

MOSZYNSKI, Piotr, 2009. La longue histoire du secret bancaire. RFI [en ligne]. 13.03.2009. 27.03.2019. [Consulté le 1er février 2016] Disponible à l'adresse : http://www1.rfi.fr/actufr/articles/111/article_79211.asp

GUEx, Sebastien, 2009. Le secret bancaire suisse une perspective historique. Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales [en ligne]. 2002. 15.03.2016. [Consulté le 28 mars 2016] Disponible à l'adresse : <http://www.e-periodica.ch/cntmng?var=true&pid=res-001:2002:60::437>

GUEx, Sebastien, 1999. Les origines du secret bancaire suisse et son rôle dans la politique de la Confédération au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Persee [en ligne]. 1999. [Consulté le 1er février 2016] Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/doc/genes_1155-3219_1999_num_34_1_1549

Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales SFI, 2015, Place financière suisse chiffres-clés. Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales SFI [en ligne]. 2015. [Consulté le 1er février 2016] Disponible à l'adresse : https://www.bundespublikationen.admin.ch/cshop_mimes_bbl/2C/2C59E545D7371EE598B931AB0E433D12.pdf

KPMG, 2015. Clarity on Performance of Swiss Private Banks - The widening gap. KPMG [en ligne]. 2015. [Consulté le 21 mai 2016] Disponible à l'adresse : <https://home.kpmg.com/ch/en/home/insights/2015/08/clarity-on-performance-swiss-private-banks.html>

Wikirouge, 2016. Droit des successions - Wikirouge [en ligne]. 2016. [Consulté le 21 mai 2016] Disponible à l'adresse : http://wikirouge.net/Droits_de_succession

GUEx, Sébastien, 1999. Les origines du secret bancaire suisse et son rôle dans la politique de la Confédération au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Persee [en ligne]. 1999. [Consulté le 1er février 2016] Disponible à l'adresse : http://www.persee.fr/doc/genes_1155-3219_1999_num_34_1_1549

BNS, 1930. Vingt-troisième rapport de la Banque Nationale Suisse 1930. SNB [en ligne] 1930 . [Consulté le 1er février 2016] Disponible à l'adresse : https://www.snb.ch/fr/mmr/reference/annrep_1930_komplett/source/annrep_1930_komplett.fr.pdf

RPN, 2015. Le secret bancaire. Portail de l'enseignement supérieur [en ligne]. 2015 [consulté le 15 mai 2016]. Disponible à l'adresse: <http://www.rpn.ch/escf/matieres/SciencesHumaines/Economie/secBan.htm> - bases%20legales

FINMA, 2016. Tout sur la FINMA. FINA [en ligne]. 2016 [consulté régulièrement entre septembre 2015 et mai 2016]. Disponible à l'adresse : <https://www.finma.ch/fr/finma/tout-sur-la-finma>

Wikipedia, 2016. Le secret bancaire en Suisse. Wikipedia [en ligne]. 21.01.2016 [Consulté le 1er février 2016. Disponible à l'adresse : https://fr.wikipedia.org/wiki/Secret_bancaire_en_Suisse

TDG, 2014. La loi Fataca sur l'évasion fiscale entre en vigueur. TDG [en ligne]. 01.07.2014 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.tdg.ch/economie/La-loi-Fatca-sur-l-evasion-fiscale-entre-en-vigueur-/story/24508402>

Moszynski, Piotr, 2009. La longue histoire du secret bancaire. RFI [en ligne]. 13.03.2009, modifié le 27.03.2009 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : http://www1.rfi.fr/actufr/articles/111/article_79211.asp

KPMG, 2016. RIE III: en cas d'échec, plusieurs milliards de francs sont en jeu. KPMG [en ligne]. 4 mai 2016 [Consulté le 20.05 2016]. Disponible à l'adresse : <https://home.kpmg.com/ch/fr/home/media/press-releases/2016/05/swiss-tax-report-2016.html>

Le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales SFI, 2016. Echange automatique de renseignements, Le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales SFI [en ligne]. 13.05.2016 [Consulté le 15 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <https://www.sif.admin.ch/sif/fr/home/themen/internationale-steuerpolitik/automatischer-informationsaustausch.html>

Fondation Genève Place Financière, 2016. Loi sur les services (LSFin) et Loi sur les établissements financiers (LEFin) : deux projets essentiels pour la place. Fondation Genève Place Financière [en ligne]. 21 Janvier 2016 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.geneve-finance.ch/fr-ch/news/2016-01-21-loi-sur-les-services-financiers-lsfin-et-loi-sur-les-etablissements-financiers-lefin-deux>

Fondation Genève Place Financière, 2015. La place financière genevoise tient son rang. Fondation Genève Place Financière [en ligne]. 23 septembre 2015 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.geneve-finance.ch/fr-ch/news/2015-09-23-la-place-financiere-genevoise-tient-son-rang>

Fondation Genève Place Financière, 2015. Echange international de renseignements en matière fiscale. Fondation Genève Place Financière [en ligne]. 17 avril 2015 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.geneve-finance.ch/fr-ch/news/2015-04-17-echange-international-de-renseignements-en-matiere-fiscale>

Fondation Genève Place Financière, 2015. Echange automatique d'informations : le respect des principes et de la réalité du terrain. Fondation Genève Place Financière [en ligne]. 13 avril 2015 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.geneve-finance.ch/fr-ch/news/2015-04-13-echange-automatique-d-informations-le-respect-des-principes-et-de-la-realite-du-terrain>

BRAILLARD, Philippe, 2014. Comment assurer l'avenir de la place financière suisse? Le Temps [en ligne]. 9 janvier 2014 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.letemps.ch/economie/2014/01/09/assurer-avenir-place-financiere-suisse>

The Z/Yen Group of Companies, 1994-2016. GFCI - Global Financial Centres Index. Z/Yen [en ligne]. 2016 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.zyen.com/research/gfci.html>

Arc Info, 2014. La place financière suisse a de l'avenir, selon la Finma. Arc Info [en ligne], 01.11.2014 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.arcinfo.ch/articles/economie/la-place-financiere-suisse-a-de-l-avenir-selon-la-finma-351522>

MATHEZ DE SENGEZ, Chantal, 2012. Dix conseils pour payer moins d'impôts. Bilan [en ligne]. 15.11.2012 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.bilan.ch/economie/15-11-2012-dix-conseils-pour-payer-moins-d-impots>

l'adresse : <http://www.bilan.ch/argent-finances-exclusif/dix-conseils-pour-payer-moins-dimpots>

KENEL, Philippe, 2013. Une société offshore, c'est quoi ? Hebdo [en ligne]. 09.04.2013 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.hebdo.ch/les-blogs/kenel-philippe-kenel-de-requin/une-société-offshore-c'est-quoi>

Fidusuisse, 2016. La Duchesse de York veut s'installer en Suisse. Fidusuisse [en ligne]. 2.03.2016. [Consulté le 28 mars 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.fidusuisse-offshore.com/la-duchesse-de-york-veut-sinstaller-en-suisse/>

Institut des Politiques Publiques (IPP), 2016. 1914-2014 : Cent ans d'impôts sur le revenu IPP[en ligne]. [Consulté le 19 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2014/07/n12-notesIPP-juillet2014.pdf>

Fidusuisse, 2016. Pourquoi les Paradis-fiscaux sont ils toujours d'actualité en 2015. Fidusuisse [en ligne]. 30.11.2015. [Consulté le 28 mars 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.fidusuisse-offshore.com/pourquoi-les-paradis-fiscaux-sont-ils-dactualite-en-2015/>

Revue économique et sociale : Bulletin de la Société 'Etudes Economiques et sociales, 2002. Le secret bancaire : a-t-il un avenir ? [en ligne] [Consulté le 20.05.2016] Disponible à l'adresse : <http://www.e-periodica.ch/cntmng?pid=res-001:2002:60::437>

Association Suisse des Banquiers, 2015. Baromètre bancaire [en ligne] [consulté le 20.05.2016] Disponible à l'adresse : http://shop.sba.ch/1100003_f.pdf

Fidusuisse, 2016. Créer sa société offshore au Royaume Uni, une opportunité à saisir! Fidusuisse [en ligne]. 18.12.2015. [Consulté le 28 mars 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.fidusuisse-offshore.com/societe-offshore-royaume-uni-opportunite-a-saisir/>

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), 2016. Membres et partenaires. OCDE [en ligne]. 2016 [Consulté le 15 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/fr/apropos/membresetpartenaires/>

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), 2016. Histoire. OCDE [en ligne]. 2016 [Consulté le 15 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/fr/apropos/histoire/>

MICHEL, Anne, 2016. « Panama papers » : le Panama accepte de lever le secret bancaire à compter de 2018. Le Monde [en ligne] 10.05.2016 [Consulté le 15 mai 2016] Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/05/10/panama-papers-le-panama-accepte-de-lever-le-secret-bancaire-a-compter-de-2018_4916625_4890278.html

WIKIPEDIA, 2016. Fraude fiscale. Wikipedia [en ligne] [Consulté le 19 mai 2016] Disponible à l'adresse : https://fr.wikipedia.org/wiki/Fraude_fiscale

GENIER, Yves, 2015. Les banques suisses ont payé plus d'un milliard d'amende aux Etats-Unis. Le Temps [en ligne] 28.12.2016 [Consulté le 15 mai 2016] Disponible à l'adresse : <https://www.letemps.ch/economie/2015/12/28/banques-suisses-ont-payé-plus-un-milliard-amende-aux-etats-unis>

Wikirouge, 2016. Droit des successions. Wikirouge [en ligne] 2016 [Consulté le 19 mai 2016] Disponible à l'adresse : http://wikirouge.net/Droits_de_succession

GENIER, Yves, 2016. Les banques ont payé 1,39 milliard de francs d'amende à Washington. Le Temps [en ligne] 28.01.2016 [Consulté le 15 mai 2016] Disponible à l'adresse : <https://www.letemps.ch/economie/2016/01/28/banques-ont-payé-1-39-milliard-francs-amende-washington>

Capital.fr (avec l'Agence France Presse), 2016. C'EST QUOI UNE SOCIÉTÉ OFFSHORE ? Capital [en ligne]. 05.04.2015 [Consulté le 15 mai 2016] Disponible à l'adresse : <http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/c-est-quoi-une-societe-offshore-1115438#>

Transparency International, 2016. Map. Transparency International [en ligne]. 2016 [Consulté le 15 mai 2016] Disponible à l'adresse : <http://www.transparency.org/cpi2015#map-container>

MICHEL, Anne et VAUDANO, Maxime, 2016. « Panama papers » : Panama, Vanuatu et Liban sont menacés de figurer sur la liste noire des paradis fiscaux. Le Monde [en ligne] 16.04.2016 [Consulté le 15 mai 2016] Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/16/panama-papers-panama-vanuatu-et-liban-sont-menaces-de-figurer-sur-la-liste-noire-des-paradis-fiscaux_4903528_4890278.html

DAMGE, Mathilde et DRAGORN, David, 2016. « Panama papers » : à quoi servent les listes noires de pays ? Le Monde [en ligne] 08.04.2016 [Consulté le 15 mai 2016] Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/04/08/panama-papers-a-quoi-servent-les-listes-noires-de-pays_4898636_4355770.html

Société fiduciaire Vigile SA, 2016. Salaire ou dividende ? Société Fiduciaire Vigile SA [en ligne]. 2016 [Consulté le 17 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.vigilis.ch/articles/21-articles-publics/113-salaire-ou-dividende-.html>

Vermoögenszentrum, 2016. Optimisation fiscale pour entrepreneurs : salaire ou dividende ? Vermoögenszentrum [en ligne]. 2016 [Consulté le 17 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <https://www.vermoögenszentrum.ch/conseils/articles/entreprises/optimisation-fiscale-pour-entrepreneurs--salaire-ou-dividende-.html>

RTS, 2016. Le Panama s'engage à l'échange automatique d'information avec l'OCDE. RTS [en ligne]. 18 mai 2016 [Consulté le 26 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.rts.ch/info/economie/7730592-le-panama-s-engage-a-l-echange-automatique-d-informations-avec-l-ocde.html>

Wikipedia, 2016. Lettre de change Wikipedia [en ligne]. 2016 [Consulté le 17 mai 2016]. Disponible à l'adresse : https://fr.wikipedia.org/wiki/Lettre_de_change

Le monde avec AFP, 2016. Le fisc américain victime d'un piratage informatique. Le monde [en ligne] 27 mai 2016 [Consulté le 17 mai 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/pixels/article/2015/05/27/le-fisc-americain-victime-d-un-piratage-informatique_4641108_4408996.html

Loi, texte juridique

Loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI ; RS 420.1). Les autorités fédérales de la confédération suisse [en ligne]. 14 décembre 2012. Mise à jour le 1er mars 2014. [Consulté le 26 mars 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20091419/index.html>

Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (Loi sur les banques, LB). L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse [en ligne]. 8 novembre 1934. Mise à jour le 1er janvier 2016). [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19340083/index.html>

Loi fédérale sur les impôts anticipés (LIA). L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse [en ligne]. 13 octobre 1965. Mise à jour le 1er janvier 2014. [Consulté le 20 mai 2016]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19650189/201401010000/642.21.pdf>

Association suisse des banquiers, 2016. La place financière: moteur de l'économie suisse. ASB [en ligne]. Avril 2016 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.swissbanking.org/fr/20130715-fp_motor_der_schweizer_wirtschaft.pdf

Code des obligations, 2016. Confédération Suisse [en ligne]. 30 mars 1911, modifié le 1er Janvier 2016 [Consulté le 1er février 2016]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19110009/201401010000/220.pdf>

Arrêt du tribunal fédéral, l'évasion fiscale en droit fiscal interne suisse [en ligne] consulté le 20 mai 2016] http://www.oref.ch/upload/prixoref/6_ikofmel_2008.pdf

Loi fédérale sur l'assistance administrative internationale en matière fiscale (Loi sur l'assistance administrative fiscale, LAAF). L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse [en ligne]. 28 septembre 2012. Mise à jour le 1er aout 2014. [Consulté le 26 mars 2015]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20110630/index.html>

Loi sur les Impôts des personnes physiques (LIPP), Etat de Genève [en ligne]. 27 septembre 2009. [Consulté le 21 mai 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.geneve.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_d3_08.html

Vidéo en ligne

CHASSET, Céline, x. Panama, paradis tropical et fiscal [enregistrement vidéo]. 6play [en ligne]. Mars 2016. [Consulté le 25 mars 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.6play.fr/enquete-exclusive-p_831/Panama-paradis-tropical-et-fiscal-c_11569990

Travail de bachelor

DASCHER, Vanessa, 2011. Conséquences de l' assouplissement ou la disparition du secret bancaire en Suisse.[en ligne]. Genève : Haute école de gestion de Genève. Travail de bachelor. [Consulté le 25 janvier 2016]. Disponible à l'adresse : [http://doc.rero.ch/client/fr/#get&theme=gray&file=1&url=http://doc.rero.ch/record/28994/export/xm\\$](http://doc.rero.ch/client/fr/#get&theme=gray&file=1&url=http://doc.rero.ch/record/28994/export/xm$)

Cours

Winiker, Rachel, 2016. Compliance, Cours 1 à 10 [document PDF]. Support de cours : Cours « Compliance », Haute école de gestion de Genève, filière économie d' entreprise, orientation banque et finance, année académique 2015-2016

ZUCHUAT, Chrisophe, 2015. Private Banking [document PDF]. Support de cours : Cours « Private Banking », Haute école de gestion de Genève, filière économie d' entreprise, orientation banque et finance, année académique 2015-2016

LANDROVE, Juan Carlos. Droit bancaire cours semestre 6 [document PDF]. Support de cours : Cours « Droit Bancaire », Haute école de gestion de Genève, filière économie d'entreprise, orientation banque et finance, année académique 2015-2016

Livres

FREI, Pierre-Yves, 2009. La chute du secret bancaire ? Lausanne, Editions Favres SA ISBN 978-2-8289-1116-4

CASSIS, Youssef, 191. Finance and Financiers in Européan History 1880-1960 [en ligne]. Paris, Editions de la maison des sciences de l'homme. ISBN 2 7351 0403 6

LASSERE CAPDEVILLE, Jérôme. 2013. Le secret bancaire : approches nationales et internationales. RDB Edition ISBN 978-2-86-325-623-7

Articles papiers

BRAILLARD, Philippe, 2015. Le Rôle des associations bancaires. AGEFI. Novembre 2015.

LASSERE CAPDEVILLE, Jérôme. 2013. Le secret bancaire : approches nationales et internationales. RDB Edition

BOCHATAY, Jean Luc, 2015. La fin de la protection de la sphère privée. AGEFI. 13 Novembre 2015.

RUCHE, Sébastien, 2015. L'entrée dans la phase finale va faire augmenter les chiffres. AGEFI, 23 novembre 2015.

AFFOLTER, Christian. 2015. Les structures non US n'ont pas protégé les clients du fisc. AGEFI, 7 décembre 2015.

FLORET, Elsa, 2015. Les Clause de rétroactivité soulèvent maintes questions. AGEFI. 11 décembre 2015.

FARROKH, Mohammad, 2015. Une mesure brutale et sans précédent. AGEFI. 14 décembre 2015.

AGEFI, les dommages financiers modérés, AGEFI. 16 décembre 2015

HANHARDT REDONDO, Sandrine, 2015. EAR : pas d'excès de zèle. AGEFI 16 décembre 2015

RUCHE, Sébastien, 2016, La très surprenante faiblesse des demandes de soutien. AGEFI. 12 Janvier 2016.

THERY, Marjorie, 2015. L'ère imminente de la transparence fiscale. AGEFI 9 décembre 2015.

REY, Philippe, 2015. La compétitivité pour aller de l'avant. AGEFI. 18 septembre 2015

AGEFI, vers une baisse substantielle de l'imposition des entreprises. AGEFI, 16 septembre 2015.

SCHWAMM, Henri, 2015. Optimisation fiscale : la Suisse pourrait être désavantagée. AGEFI, 24 septembre 2015

FLORE, ELSA, 2015. L'impact de la régulation bancaire sur le trade finance. AGEFI, 26 septembre 2014

AGEFI, Etape très importante vers l'unité fiscale. AGEFI, 5 octobre 2015

MOYO, Dambisa, 2015. Le secteur bancaire est-il indestructible ? AGEFI, 20 novembre 2015.